Guissény Gwiseni
Finistère Penn-Ar-Bed

LISTES DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY SÉANCE DU 12 DÉCEMBRE 2023

Date du Conseil Municipal	Numéro de la délibération	Objet	Vote du Conseil Municipal
12 décembre 2023	CM/23-09001	Informations sur les délégations du conseil municipal au maire	unanimité
12 décembre 2023	CM/23-09003-1	Dénomination de voie publique : route de Milin ar Raden - Hent Milin ar Raden	unanimité
12 décembre 2023	CM/23-09003-2	Dénomination de voie publique : Impasse / Hent-Dall Anjela Duval	unanimité
12 décembre 2023	CM/23-09003-3	Dénomination de voie publique : Impasse/Hent-Dall Mean Barraock	unanimité
12 décembre 2023	CM/23-09003-4	Dénomination de voie publique : Kerhornaouen Vihan	unanimité
12 décembre 2023	CM/23-09003-5	Dénomination de voie publique : Goarchel Vihan / Gwarchel Vihan	unanimité
12 décembre 2023	CM/23-09003-6	Dénomination de voie publique : Chemin du Ruisseau / Hent ar Gwazh	unanimité
12 décembre 2023	CM/23-09003-7	Dénomination de voie publique : Route de Penarguear / Hent Penn ar gêr	unanimité
12 décembre 2023	CM/23-09004	Convention de partenariat pour l'animation des temps d'activités périscolaires (TAP) 2023-2024	unanimité
12 décembre 2023	CM/23-09005	Marchés travaux rénovation lourde salle omnisports Jean Fily	unanimité
12 décembre 2023	CM/23-09006	Financement de l'animation du site Natura 2000 pour 2024	unanimité
12 décembre 2023	CM/23-09007	Travaux de protection des dunes le long du GR34 et demande de financement Contrat Natura 2000	unanimité
12 décembre 2023	CM/23-09008	Ouverture de crédits avant le vote du budget primitif de 2024	unanimité
12 décembre 2023	CM/23-09009	Tarifs communaux 2024	unanimité
12 décembre 2023	CM/23-09010	Créances admises en non-valeur et créances éteintes	unanimité
12 décembre 2023	CM/23-09011	Lotissement Noguel 2 : lancement de la procédure d'appel d'offre concernant les travaux de voirie et réseaux divers	unanimité
12 décembre 2023	CM/23-09012	Attribution marchés d'assurances	unanimité
12 décembre 2023	CM/23-09013	Salle omnisports - fonds de concours CLCL	unanimité
12 décembre 2023	CM/23-09014-1	DETR 2024 - Salle omnisports	unanimité
12 décembre 2023	CM/23-09014-2	Pacte Finistère Volet 1 2024 - Salle omnisports	unanimité
12 décembre 2023	CM/23-09015	Désignation d'un référent déontologue	unanimité
12 décembre 2023	CM/23-09016	Subvention à l'association "Les amis du vélo du Pays de Lesneven Côte des Légendes" pour l'organisation de l'épreuve de la ronde Finistérienne 2024 à Guissény	unanimité
12 décembre 2023	CM/23-09017	Validation du tableau des emplois permanents et non-permanents	unanimité
12 décembre 2023	CM/23-09018	Décharge de fonctions de l'emploi fonctionnel	unanimité

Pour information affaires diverses :

Affichage en mairie le 19/12/2023
Diffusion sur le bulletin d'informations communales du 22/12/2023
Diffusion sur le site internet le 19/12/2023

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 13/12/2023
Reçu en préfecture le 13/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309001_2-DE

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-09001

Date d'envoi de la convocation : **4 décembre 2023**

Nombre de membres en exercice = 16
Présents = 16

RÉUNION DU 19 OCTOBRE 2023

Information sur les délégations du conseil Municipal au Maire

L'an deux mille vingt-trois, le-douze décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Gwendoline VLAEMYNCK a été désigné(e) pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Monsieur Raphaël RAPIN rappelle à l'Assemblée, que par délibération en date du 24 juin 2020, complétée par la délibération du 21 mai 2021, le Conseil Municipal lui a donné délégation dans différents domaines, conformément aux dispositions de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales. Conformément à l'article L2122-23 du même code, le maire informe l'assemblée des décisions prises dans le cadre de cette délégation :

FOURNISSEURS	OBJET	HT
CDL Signalisation	Fourniture et pose de plot solaire (bourg)	1 815€
ECSM	Garde-corps sur les accès trottoirs	23 150€
SARL CABON Marcel	Elagage	2 320.25€
SANSONE Collectivités	Columbarium	13 196€
ANIMACTION	Spectacle de Noël	1 100€
Total		**41 581.25€**

Monsieur le maire, indique qu'il a validé une convention d'assistance juridique avec le cabinet PEQUIGNOT AVOCAT de Rennes, convention annexée à la délibération

Monsieur le Maire, rapporteur entendu, le conseil municipal en prend note.
À Guissény, le 12 décembre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance
Gwendoline VLAEMYNCK

Envoyé en préfecture le 13/12/2023
Reçu en préfecture le 13/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309001_2-DE

CONSEILLER ET DEFENDRE

PEQUIGNOT AVOCAT
6 rue Micheline Ostermeyer 35000 RENNES
cabinet@pequignot-avocat.fr
0667016378
02 22 66 97 89
www.pequignot-avocat.fr
SARL inscrite au barreau de Rennes
Capital social de 1000 €
SIRET n°22898567037 RCS de Rennes

CONVENTION D'ASSISTANCE JURIDIQUE
REFERENCE : GUISSENY (CNE) C/ KLEIN-CONIS A. (MME)-2023025

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La Commune de GUISSENY, Place Porthleven Sithney, 29880 GUISSENY, représentée par son Maire en exercice.

Ci-après dénommé « *Le Client* »

ET :

Le Cabinet PEQUIGNOT AVOCAT, société inscrite au barreau de Rennes et sise 6 rue Micheline Ostermeyer, 35000 RENNES, représentée par Maître Laurent PÉQUIGNOT, gérant.

Ci-après dénommé « *L'Avocat* »

IL EST RAPPELÉ CE QUI SUIT :

L'Avocat et le Client ont évoqué ensemble la nature de la mission confiée à l'Avocat par la présente Convention (ci-après dénommée « *La Convention* »), ainsi que les différentes modalités de rémunération envisageables en fonction de la loi et des usages.

Dans le cadre de la Convention, les parties conviennent de définir la mission et le mode de rémunération de l'Avocat.

***

CONDITIONS PARTICULIERES D'INTERVENTIONS 2
Article 1 Détails des diligences 2
Mission 1 Conseil juridique et assistance phase amiable 2
Mission 2 Contentieux 3
Mission 3 Expertise judiciaire 4
Article 2 Honoraires des missions 5
CONDITIONS GÉNÉRALES D'INTERVENTIONS 8
APPROBATION DES TERMES DE LA CONVENTION 10

***

Envoyé en préfecture le 13/12/2023
Reçu en préfecture le 13/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309001_2-DE

CONDITIONS PARTICULIERES D'INTERVENTIONS

Le Client souhaitant disposer d'un accompagnement régulier par l'avocat, il lui est proposé la présente convention d'assistance juridique qui couvre tant les missions de conseil juridique que la réalisation des diligences contentieuses.

ARTICLE 1 DETAILS DES DILIGENCES

Mission 1 Conseil juridique et assistance phase amiable

Phase 1 Réunion avec le Client

a. Préparation réunion avec étude préalable de pièces
b. Réunion en distanciel ou en présentiel
c. Compte-rendu de réunion avec préconisations

Phase 2 Établissement d'une consultation

a. Analyse des pièces du dossier
b. Recherches juridiques nécessaires
c. Rédaction de la consultation

Phase 3 Établissement d'un courrier en marque blanche ou sous l'en-tête du cabinet

a. Analyse des pièces du dossier
b. Recherches juridiques nécessaires
c. Rédaction du courrier en marque blanche ou sous l'en-tête du cabinet

Phase 4 Établissement d'un projet de décision

a. Analyse des pièces du dossier
b. Recherches juridiques nécessaires
c. Rédaction de la décision sous l'en-tête de la collectivité

Phase 5 Organisation de négociation et médiation

a. Échanges avec le Client
b. Échanges avec le Conseil adverse
c. Échanges avec le médiateur, le cas échéant
d. Réunion de négociation ou de médiation
e. Rédaction de l'accord de médiation ou du protocole transactionnelle le cas échéant
f. Bilan de fin de procédure de négociation ou médiation et préconisations sur stratégie contentieuse, le cas échéant

Envoyé en préfecture le 13/12/2023
Reçu en préfecture le 13/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309001_2-DE

Mission 2 Contentieux

Phase 1 Établissement d'une requête introductive d'instance

a. Analyse des pièces du dossier
b. Recherches juridiques nécessaires
c. Rédaction du projet

Phase 2 Établissement d'un premier mémoire en défense ou en réplique

a. Analyse des pièces du dossier
b. Recherches juridiques nécessaires
c. Rédaction du projet

Phase 3 Établissement d'un deuxième ou plus d'un mémoire en défense ou en réplique

a. Analyse des pièces du dossier
b. Recherches juridiques nécessaires
c. Rédaction du projet

Phase 4 Audience

a. Préparation de l'audience,
b. Représentation à l'audience,
c. Compte-rendu d'audience
d. Perspectives à donner au jugement rendu

Envoyé en préfecture le 13/12/2023
Reçu en préfecture le 13/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309001_2-DE

Mission 3 Expertise judiciaire

Phase 1 Établissement d'une requête introductive en référé expertise

a. Analyse des pièces du dossier
b. Recherches juridiques nécessaires
c. Rédaction du projet

Phase 2 Établissement d'un premier mémoire en défense ou en réplique

a. Analyse des pièces du dossier
b. Recherches juridiques nécessaires
c. Rédaction du projet

Phase 3 Établissement d'un deuxième ou plus d'un mémoire en défense ou en réplique

a. Analyse des pièces du dossier
b. Recherches juridiques nécessaires
c. Rédaction du projet

Phase 4 Opération d'expertise

a. Préparation de la réunion d'expertise,
b. Représentation lors de la réunion,
c. Compte-rendu et préconisations

Phase 5 Dire à expert

a. Analyse des pièces du dossier
b. Recherches juridiques nécessaires
c. Rédaction du projet

Afin de réaliser au mieux la mission confiée, l'Avocat mettra en œuvre toutes les diligences utiles en accord avec le Client et il le tiendra informé du déroulement de celles-ci ; des relevés des diligences seront adressés périodiquement au Client.

Envoyé en préfecture le 13/12/2023
Reçu en préfecture le 13/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309001_2-DE

ARTICLE 2 HONORAIRES DES MISSIONS

Pour l'exécution de la mission énoncée à l'Article 1 les honoraires sont établis sur la base d'un taux horaire de 150 € H.T., outre la TVA (20%) qui est à la charge du Client, soit un taux horaire de 180 € TTC.

Mission 1 – Conseil juridique et assistance phase amiable

Forfaits	Coûts HT	Coûts TTC
Phase 1		
Taux horaire réunion	150 €	180,00 €
Forfait étude de pièces	300 €	360,00 €
Forfait compte-rendu avec préconisations	450 €	540,00 €
Phase 2	Bornes du coût d'intervention en fonction du nombre de pièces et du degré d'urgence	
Consultation simple	1050 €	1 260,00 €
	1500 €	1 800,00 €
Consultation complexe	1650 €	1 980,00 €
	2250 €	2 700,00 €
Phase 3		
Établissement d'un courrier en marque blanche ou sous l'en-tête du cabinet	450 €	540,00 €
	600 €	720,00 €
Phase 4		
Établissement d'un projet de décision	450 €	540,00 €
	750 €	900,00 €
Phase 5	Organisation de négociation et médiation	
Taux horaire réunion	150 €	180,00 €
Rédaction de protocole d'accord	1050 €	1 260,00 €
	1500 €	1 800,00 €

Envoyé en préfecture le 13/12/2023
Reçu en préfecture le 13/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309001_2-DE

Mission 2 – Contentieux

Forfaits	Coûts HT	Coûts TTC
Phase 1	Bornes du coût d'intervention en fonction du nombre de pièces et du degré d'urgence	
Forfait établissement d'une requête introductive d'instance	1500 €	1 800,00 €
	1800 €	2 160,00 €
Phase 2		
Forfait établissement d'un premier mémoire en défense ou en réplique	1350 €	1 620,00 €
	1800 €	2 160,00 €
Phase 3		
Forfait par mémoire en défense ou en réplique supplémentaire	900 €	1 080,00 €
	1350 €	1 620,00 €
Phase 4	Forfait par audience	
Procédure au fond	500 €	600,00 €
Procédure en référé	750 €	900,00 €

Envoyé en préfecture le 13/12/2023
Reçu en préfecture le 13/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309001_2-DE

Mission 3 – Expertise judiciaire

Forfaits	Coûts HT	Coûts TTC
Phase 1	Bornes du coût d'intervention en fonction du nombre de pièces et du degré d'urgence	
Forfait établissement d'une requête introductive en référé expertise	900 €	1 080,00 €
	1350 €	1 620,00 €
Phase 2		
Forfait établissement d'un premier mémoire en défense ou en réplique	750 €	900,00 €
	900 €	1 080,00 €
Phase 3		
Forfait par mémoire en défense ou en réplique supplémentaire	500 €	600,00 €
	750 €	900,00 €
Phase 4		
Dire à expert	600	720,00 €
	900	1 080,00 €
Phase 5	Opérations d'expertise	
Taux horaire	150 €	180,00 €

Seules les diligences effectivement réalisées à la demande du Client seront facturées au fur et à mesure de leur accomplissement. Les éventuels frais de déplacement seront facturés selon les conditions générales, annexées aux présentes.

Les diligences supplémentaires, non prévisibles au stade de la présente lettre de missions, seront rémunérées selon les modalités convenues entre les parties qui peuvent résulter d'un simple échange de courriels entre l'Avocat et le Client, conformément aux conditions générales en annexes.

Envoyé en préfecture le 13/12/2023
Reçu en préfecture le 13/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309001_2-DE

CONDITIONS GÉNÉRALES D'INTERVENTIONS

Article 1 Mission de l'avocat

La mission de l'Avocat est celle décrite dans la présente Convention.

Afin de réaliser au mieux la mission confiée, l'Avocat mettra en œuvre toutes les diligences utiles en accord avec le Client et il le tiendra informée du déroulement de celles-ci ; des relevés des diligences seront adressés périodiquement au Client.

L'Avocat s'engage à effectuer la mission qui lui est confiée avec soin et diligence. En cas d'urgence ou de nécessité, il pourra se faire substituer aux audiences par un confrère de son choix ou faire appel à des confrères disposant de compétences complémentaires aux siennes.

Article 2 Honoraires de l'avocat

Le montant des honoraires est indiqué dans l'Article 2 des conditions particulières de la convention. Ces honoraires sont fixés en fonction de la difficulté prévisible du dossier au vu des éléments communiqués par le Client à la signature de la lettre de mission. Il couvre les diligences énumérées dans la lettre de mission qui correspondent aux étapes strictement nécessaires à l'aboutissement de la mission dont est saisi le cabinet d'avocats.

Les diligences non couvertes par la présente Convention ou l'un de ses avenants donneront lieu à honoraires complémentaires qui seront fixés par référence au temps que l'Avocat aura passé pour le traitement de ces diligences non couvertes.

Le taux horaire est fixé à 150 € HT, soit 180 € TTC, pour les interventions du cabinet d'avocats.

Article 3 Frais, débours et déplacements

Les honoraires prévus dans la présente lettre de mission rémunèrent la totalité des tâches effectuées personnellement par l'Avocat ainsi que le fonctionnement courant du cabinet (secrétariat, téléphone, copies, courriers, archivage).

Outre le règlement des honoraires, le Client s'acquitte des frais et débours payés à des tiers dans l'intérêt de la mission avec son accord. Ces frais seront avancés par le Client ou refacturés par l'Avocat au client.

Les déplacements en dehors de la ville de Rennes seront facturés de la manière suivante :

1° Indemnité kilométrique de 0,70 € par kilomètre ;

2° Déplacement en avion, train, taxi sur justificatifs ;

3° Vacations de déplacement : 50 € HT, soit 60 € TTC, de l'heure pour le temps spécifiquement consacré aux déplacements.

Les frais et honoraires de déplacement sont majorés de la TVA au taux en vigueur.

Article 4 Modalités de facturation

Les diligences seront facturées par acomptes successifs, le cas échéant, la facturation de la première provision dont le montant est fixé dans la lettre de mission intervenant à la date de la signature de celle-ci. Les éventuels honoraires complémentaires seront facturés au fur et à mesure de l'exécution des diligences non couvertes par l'honoraire forfaitaire.

Une facture récapitulative sera établie à la fin de la mission de l'avocat, faisant apparaître l'ensemble des honoraires dus, des débours exposés et des provisions versées. Les pièces justificatives des débours sont jointes à la facture récapitulative. Toute facture est payable comptant à réception sans escompte.

Article 5 Données personnelles

L'Avocat met en œuvre des traitements de données à caractère personnel de ses clients afin de lui permettre d'assurer la gestion, la facturation, le suivi des dossiers de ses clients, et sauf refus de la part du client, à des fins de prospection de commerciale.

Les données collectées (nom, numéro de téléphone, adresse, adresse électronique) sont nécessaires pour la bonne gestion

Envoyé en préfecture le 13/12/2023
Reçu en préfecture le 13/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309001_2-DE

des clients et sont destinées aux services habilités par le cabinet. Les données collectées peuvent également, au cas par cas, être transmises à des destinataires externes (ex : huissiers, tribunaux...).

Les données demandées par le cabinet sont nécessaires à l'exécution de sa mission. En cas de refus de communication desdites données, l'Avocat ne sera pas en mesure de réaliser la mission. Elles sont conservées pendant 5 ans à compter du terme de la relation commerciale entre les parties.

Dans les conditions définies par la loi Informatique et libertés et le règlement européen sur la protection des données, les personnes physiques disposent d'un droit d'accès aux données les concernant, de rectification, de limitation, de portabilité, d'effacement.

Les personnes concernées par les traitements mis en œuvre disposent également d'un droit de s'opposer à tout moment, pour des raisons tenant à leur situation particulière, à un traitement des données à caractère personnel ayant comme base juridique l'intérêt légitime du cabinet, ainsi que d'un droit d'opposition à la prospection commerciale.

Elles disposent également du droit de définir des directives générales et particulières définissant la manière dont elles entendent que soient exercés, après leur décès, les droits mentionnés ci-dessus par courrier électronique à l'adresse suivante : cabinet@pequignot-avocat.fr ou par courrier postal à l'adresse suivante : PÉQUIGNOT AVOCATS, 6, rue Micheline Ostermeyer, 35000 RENNES accompagné d'une copie d'un titre d'identité signé. Les personnes concernées disposent du droit d'introduire une réclamation auprès de la Cnil.

Article 6 Dessaisissement

Dans l'hypothèse où le Client souhaiterait dessaisir l'Avocat et transférer son dossier à un autre avocat, le celui-ci s'engage à régler sans délai les honoraires, frais, débours et dépens dus à ce dernier pour les diligences effectuées antérieurement au dessaisissement, étant souligné qu'en cas de dessaisissement les honoraires seront fixés en fonction du temps passé aux taux horaires indiqué à l'Article 2 pour les diligences en cours d'exécution.

Article 7 Contestation

Toute contestation concernant le montant et le recouvrement des honoraires, frais et débours de l'Avocat ne peut être réglée, à défaut d'accord entre les parties, qu'en recourant à la procédure prévue aux articles 174 et suivant du décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat.

Le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Rennes est saisi à la requête de la partie la plus diligente.

Il est expressément convenu entre les parties qu'en cas de contestation, le montant des honoraires, frais et débours calculés comme prévu dans la présente convention, et restant dus à l'avocat, doit être consigné entre les mains du Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Rennes dans l'attente d'une décision définitive de fixation des honoraires, frais et débours.

Envoyé en préfecture le 13/12/2023
Reçu en préfecture le 13/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309001_2-DE

APPROBATION DES TERMES DE LA CONVENTION

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La Commune de GUISSENY, Place Porthleven Sithney, 29880 GUISSENY, représentée par son Maire en exercice.

Ci-après dénommé « Le Client »

ET :

Le Cabinet PEQUIGNOT AVOCAT, société inscrite au barreau de Rennes et sise 6 rue Micheline Ostermeyer, 35000 RENNES, représentée par Maître Laurent PÉQUIGNOT, gérant.

Ci-après dénommé « L'Avocat »

En signant la présente Convention, le Client reconnaît avoir pris connaissance des dispositions générales et des dispositions particulières et les accepte intégralement.

Fait à Rennes, 21 Novembre 2023

LE CLIENT
Commune de
GUISSENY

L'AVOCAT
Laurent PEQUIGNOT

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309003_1-DE

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-09003-1

Date d'envoi de la convocation : **04 décembre 2023**

Nombre	de	membres
en exercice		= 16
Présents		= 16
Votants		= 16

RÉUNION DU 12 DÉCEMBRE 2023

Dénomination de voie publique :
route de Milin ar Raden – Hent Milin ar Raden

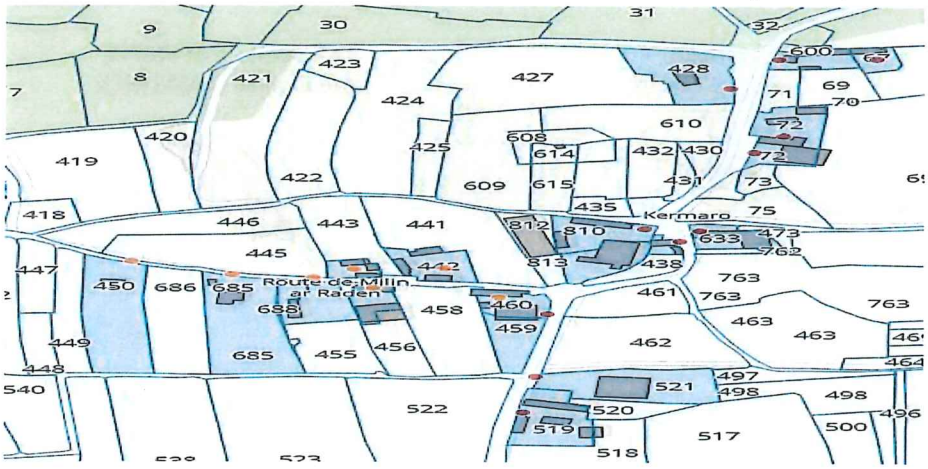
L'an deux mille vingt-trois, le-douze décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Gwendoline VLAEMYNCK a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Madame Maud LE QUÉRÉ, élue au Conseil Municipal, rappelle à l'assemblée que la dénomination des voies de la Commune relève de la compétence du Conseil Municipal qui, dans le cadre de ses attributions prévues par l'article L.2121-29 du CGCT, détermine par délibération les affaires de la commune.

Le maire, au titre de ses pouvoirs de police doit également veiller à la commodité de passage dans les rues, quais, places et voies publiques. Or, l'indication du nom des voies constitue l'une des modalités permettant d'assurer cet objectif.

Madame Maud LE QUÉRÉ propose à l'assemblée de dénommer la voie « route de Milin ar Raden – Hent Milin ar Raden » pour la voie située près de KERMARO et de la numéroter comme sur le plan ci-après :



Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309003_1-DE



Madame Maud LE QUÉRÉ, rapporteur, entendu ;

DÉLIBÉRATION

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.2213-28 ;

Vu le Code de la voirie routière, article L.113-1 ;

Vu le Code rural et notamment son article L.161-10 ;

Vu le décret n°94-1112 du 19 décembre 1994 relatif à la communication au centre des impôts foncier ou au bureau du cadastre de la liste alphabétique des voies de la commune et du numérotage des immeubles ;

Vu l'avis favorable de la commission urbanisme du 26 octobre 2023 concernant la proposition de « route de Milin ar Raden – Hent Milin ar Raden » pour la voie située près de KERMARO et la numérotation des habitations comme présentée ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 16 voix « pour », valide

Article 1 : le nom de « route de Milin ar Raden – Hent Milin ar Raden » pour la voie située près de KERMARO,

Article 2 : la numérotions des habitations comme présentée.

À Guissény, le 12 décembre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance
Gwendoline VLAEMYNCK

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309003_2-DE

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-09003-2

Date d'envoi de la convocation : **04 décembre 2023**

Nombre de membres
en exercice = 16
Présents = 16
Votants = 16

RÉUNION DU 12 DÉCEMBRE 2023

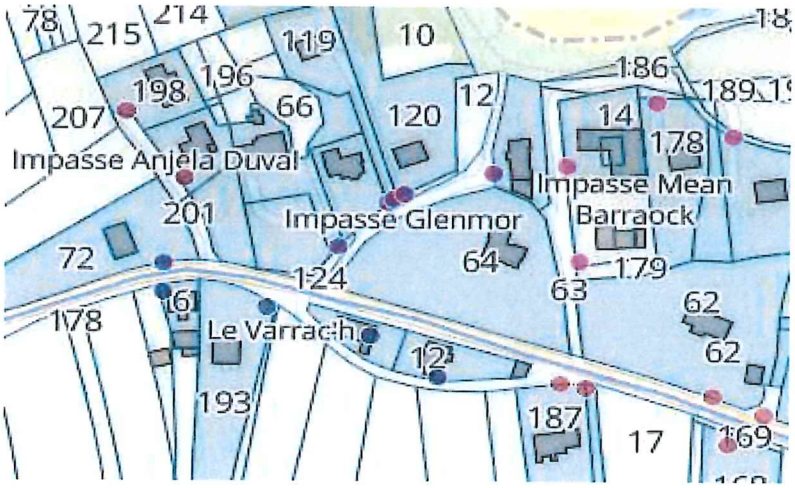
Dénomination de voie publique :
Impasse / Hent-Dall Anjela Duval

L'an deux mille vingt-trois, le-douze décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Gwendoline VLAEMYNCK a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

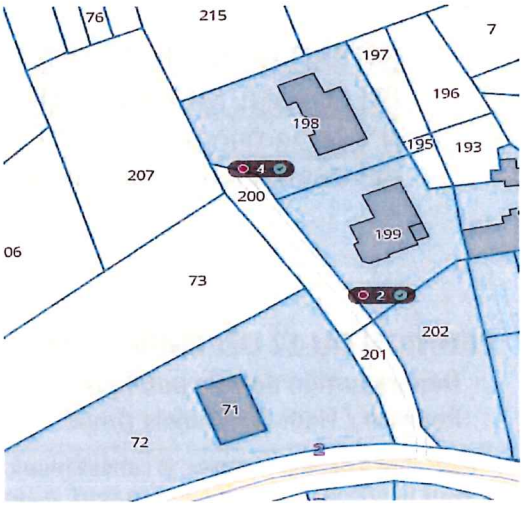
Madame Maud LE QUÉRÉ, élue au Conseil Municipal, rappelle à l'assemblée que la dénomination des voies de la Commune relève de la compétence du Conseil Municipal qui, dans le cadre de ses attributions prévues par l'article L.2121-29 du CGCT, détermine par délibération les affaires de la commune. Le maire, au titre de ses pouvoirs de police doit également veiller à la commodité de passage dans les rues, quais, places et voies publiques. Or, l'indication du nom des voies constitue l'une des modalités permettant d'assurer cet objectif.

Madame Maud LE QUÉRÉ propose à l'assemblée de dénommer la voie « Impasse Anjela DUVAL – Hent Anjela DUVAL » pour la voie située parallèlement à l'impasse GLENMOR près du VARRAC'H et de la numéroter comme sur le plan ci-après :



Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309003_2-DE



Madame Maud LE QUÉRÉ, rapporteur, entendu ;

DÉLIBÉRATION

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.2213-28 ;

Vu le Code de la voirie routière, article L.113-1 ;

Vu le Code rural et notamment son article L.161-10 ;

Vu le décret n°94-1112 du 19 décembre 1994 relatif à la communication au centre des impôts foncier ou au bureau du cadastre de la liste alphabétique des voies de la commune et du numérotage des immeubles ;

Vu l'avis favorable de la commission urbanisme du 31 mai 2023 concernant la proposition de voie « Impasse Anjela DUVAL – Hent Anjela DUVAL » pour la voie située parallèlement à l'impasse GLENMOR près du VARRAC'H et la numérotation des habitations comme présentée ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 16 voix « pour », valide

Article 1 : le nom de voie « Impasse Anjela DUVAL – Hent Anjela DUVAL » pour la voie située parallèlement à l'impasse GLENMOR près du VARRAC'H.

Article 2 : la numérotation des habitations comme présentée.

À Guissény, le 12 décembre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance
Gwendoline VLAEMYNCK

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309003_3-DE

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-09003-3

Date d'envoi de la convocation : **04 décembre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 16
Votants	= 16

RÉUNION DU 12 DÉCEMBRE 2023

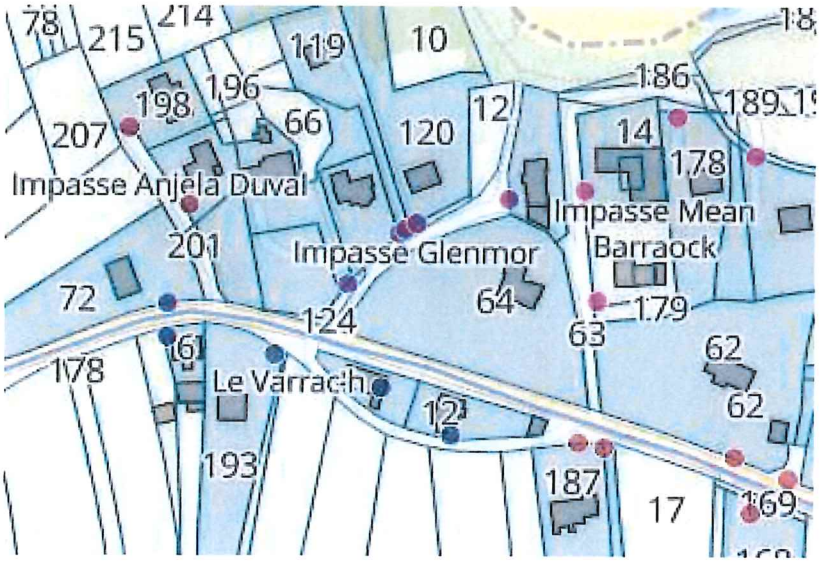
Dénomination de voie publique :
Impasse / Hent-Dall mean barraock

L'an deux mille vingt-trois, le-douze décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Gwendoline VLAEMYNCK a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

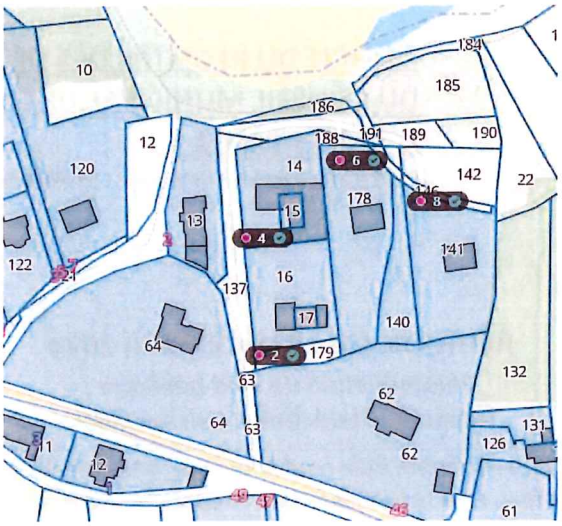
Madame Maud LE QUÉRÉ, élue au Conseil Municipal, rappelle à l'assemblée que la dénomination des voies de la Commune relève de la compétence du Conseil Municipal qui, dans le cadre de ses attributions prévues par l'article L.2121-29 du CGCT, détermine par délibération les affaires de la commune. Le maire, au titre de ses pouvoirs de police doit également veiller à la commodité de passage dans les rues, quais, places et voies publiques. Or, l'indication du nom des voies constitue l'une des modalités permettant d'assurer cet objectif.

Madame Maud LE QUÉRÉ propose à l'assemblée de dénommer la voie « Impasse MEAN BARRAOCK - Hent-Dall MEAN BARRAOCK » pour la voie située parallèlement à l'impasse GLENMOR près du VARRAC'H et de la numéroter comme sur le plan ci-après :



Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309003_3-DE



Madame Maud LE QUÉRÉ, rapporteur, entendu ;

DÉLIBÉRATION

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.2213-28 ;

Vu le Code de la voirie routière, article L.113-1 ;

Vu le Code rural et notamment son article L.161-10 ;

Vu le décret n°94-1112 du 19 décembre 1994 relatif à la communication au centre des impôts foncier ou au bureau du cadastre de la liste alphabétique des voies de la commune et du numérotage des immeubles ;

Vu l'avis favorable de la commission urbanisme du 31 mai 2023 concernant la proposition de « Impasse MEAN BARRAOCK - Hent-Dall MEAN BARRAOCK » pour la voie située parallèlement à l'impasse GLENMOR près du VARRAC'H et la numérotation des habitations comme présentée ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 16 voix « pour », valide

Article 1 : le nom de voie « Impasse MEAN BARRAOCK - Hent-Dall MEAN BARRAOCK » pour la voie située parallèlement à l'impasse GLENMOR près du VARRAC'H.

Article 2 : la numérotation des habitations comme présentée.

À Guissény, le 12 décembre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

Le secrétaire de séance
Gwendoline VLAEMYNCK

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309003_4-DE

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-09003-4

Date d'envoi de la convocation : **04 décembre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 16
Votants	= 16

RÉUNION DU 12 DÉCEMBRE 2023

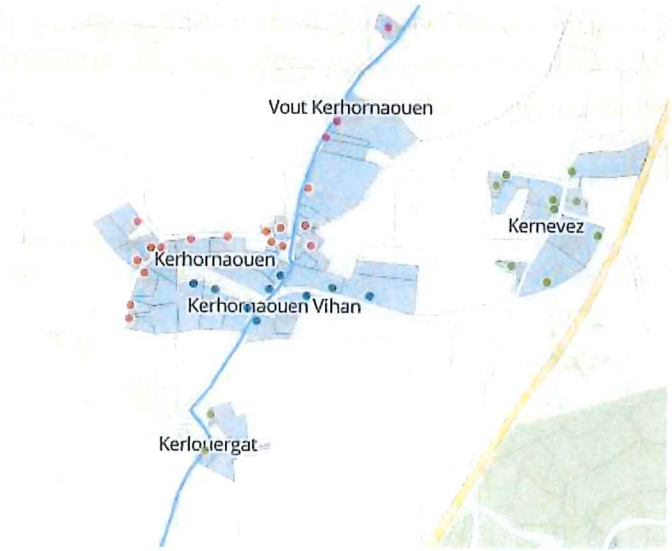
Dénomination de voie publique :
Kerhornaouen Vihan

L'an deux mille vingt-trois, le-douze décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Gwendoline VLAEMYNCK a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

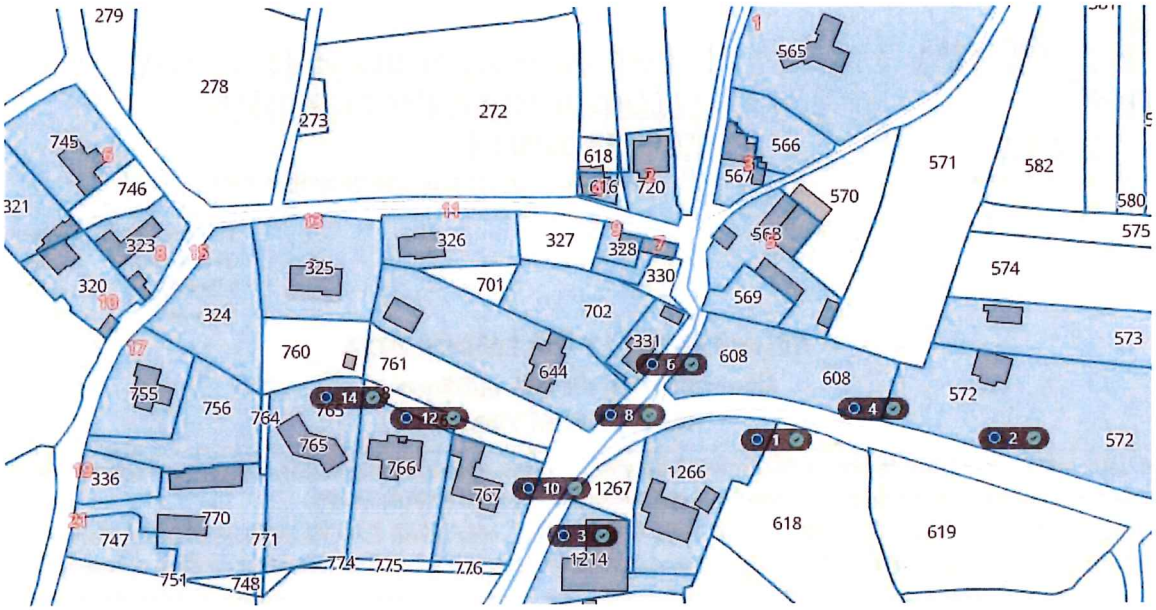
Madame Maud LE QUÉRÉ, élue au Conseil Municipal, rappelle à l'assemblée que la dénomination des voies de la Commune relève de la compétence du Conseil Municipal qui, dans le cadre de ses attributions prévues par l'article L.2121-29 du CGCT, détermine par délibération les affaires de la commune. Le maire, au titre de ses pouvoirs de police doit également veiller à la commodité de passage dans les rues, quais, places et voies publiques. Or, l'indication du nom des voies constitue l'une des modalités permettant d'assurer cet objectif.

Madame Maud LE QUÉRÉ propose à l'assemblée de dénommer la voie « KERHORNAOUEN Vihan » pour la voie située près de KERHORNAOUEN et de la numéroter comme sur le plan ci-après :



Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309003_4-DE



Madame Maud LE QUÉRÉ, rapporteur, entendu ;

DÉLIBÉRATION

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.2213-28 ;

Vu le Code de la voirie routière, article L.113-1 ;

Vu le Code rural et notamment son article L.161-10 ;

Vu le décret n°94-1112 du 19 décembre 1994 relatif à la communication au centre des impôts foncier ou au bureau du cadastre de la liste alphabétique des voies de la commune et du numérotage des immeubles ;

Vu l'avis favorable de la commission urbanisme du 26 octobre 2023 concernant la proposition de la voie « KERHORNAOUEN Vihan » pour la voie située près de KERHORNAOUEN et la numérotation des habitations comme présentée ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 16 voix « pour », valide

Article 1 : le nom de voie « KERHORNAOUEN Vihan » pour la voie située près de KERHORNAOUEN.

Article 2 : la numérotation des habitations comme présentée.

À Guissény, le 12 décembre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

Le secrétaire de séance
Gwendoline VLAEMYNCK

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309003_5-DE

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-09003-5

Date d'envoi de la convocation : **04 décembre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 16
Votants	= 16

RÉUNION DU 12 DÉCEMBRE 2023

Dénomination de voie publique :
Goarchel Vihan / Gwarchel Vihan

L'an deux mille vingt-trois, le-douze décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Gwendoline VLAEMYNCK a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

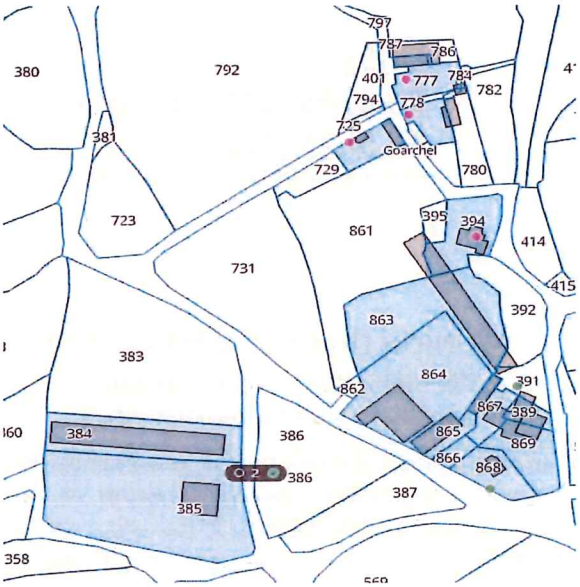
Madame Maud LE QUÉRÉ, élue au Conseil Municipal, rappelle à l'assemblée que la dénomination des voies de la Commune relève de la compétence du Conseil Municipal qui, dans le cadre de ses attributions prévues par l'article L.2121-29 du CGCT, détermine par délibération les affaires de la commune. Le maire, au titre de ses pouvoirs de police doit également veiller à la commodité de passage dans les rues, quais, places et voies publiques. Or, l'indication du nom des voies constitue l'une des modalités permettant d'assurer cet objectif.

Madame Maud LE QUÉRÉ propose à l'assemblée de dénommer la voie « Goarchel Vihan / Gwarchel Vihan » pour la voie située près de GOARCHEL et de la numéroter comme sur le plan ci-après :



Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309003_5-DE



Madame Maud LE QUÉRÉ, rapporteur, entendu ;

DÉLIBÉRATION

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.2213-28 ;

Vu le Code de la voirie routière, article L.113-1 ;

Vu le Code rural et notamment son article L.161-10 ;

Vu le décret n°94-1112 du 19 décembre 1994 relatif à la communication au centre des impôts foncier ou au bureau du cadastre de la liste alphabétique des voies de la commune et du numérotage des immeubles ;

Vu l'avis favorable de la commission urbanisme du 26 octobre 2023 concernant la proposition de la voie « Goarchel Vihan / Gwarchel Vihan » pour la voie située près de GOARCHEL et la numérotation des habitations comme présentée ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 16 voix « pour », valide

Article 1 : le nom de voie « Goarchel Vihan / Gwarchel Vihan » pour la voie située près de GOARCHEL.

Article 2 : la numérotation des habitations comme présentée.

À Guissény, le 12 décembre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

Le secrétaire de séance
Gwendoline VLAEMYNCK

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309003_6-DE

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-09003-6

Date d'envoi de la convocation : **04 décembre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 16
Votants	= 16

RÉUNION DU 12 DÉCEMBRE 2023

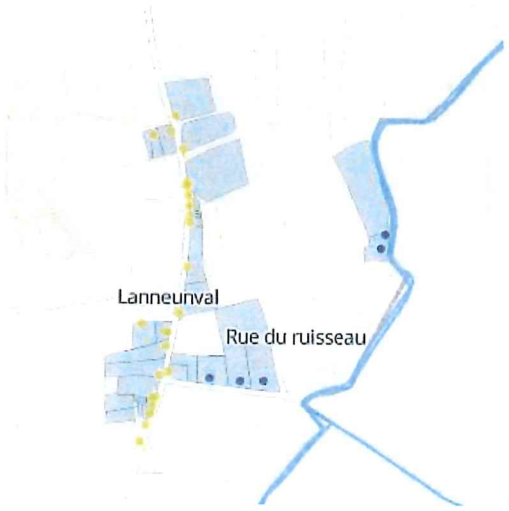
Dénomination de voie publique :
Chemin du Ruisseau – Hent ar Gwazh

L'an deux mille vingt-trois, le-douze décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Gwendoline VLAEMYNCK a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

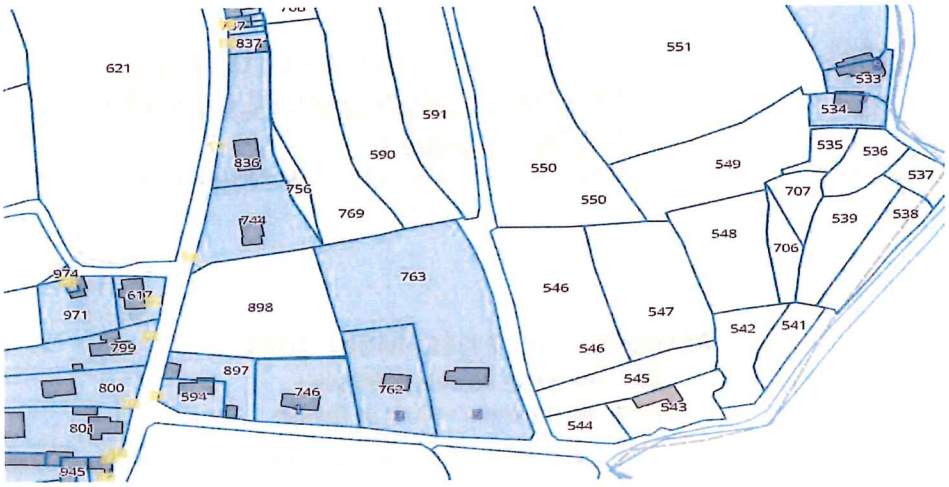
Madame Maud LE QUÉRÉ, élue au Conseil Municipal, rappelle à l'assemblée que la dénomination des voies de la Commune relève de la compétence du Conseil Municipal qui, dans le cadre de ses attributions prévues par l'article L.2121-29 du CGCT, détermine par délibération les affaires de la commune. Le maire, au titre de ses pouvoirs de police doit également veiller à la commodité de passage dans les rues, quais, places et voies publiques. Or, l'indication du nom des voies constitue l'une des modalités permettant d'assurer cet objectif.

Madame Maud LE QUÉRÉ propose à l'assemblée de dénommer la voie « Chemin du Ruisseau – Hent ar Gwazh » pour la voie située près de LANNEUNVAL et de la numéroter comme sur le plan ci-après :



Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309003_6-DE



Madame Maud LE QUÉRÉ, rapporteur, entendu ;

DÉLIBÉRATION

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.2213-28 ;

Vu le Code de la voirie routière, article L.113-1 ;

Vu le Code rural et notamment son article L.161-10 ;

Vu le décret n°94-1112 du 19 décembre 1994 relatif à la communication au centre des impôts foncier ou au bureau du cadastre de la liste alphabétique des voies de la commune et du numérotage des immeubles ;

Vu l'avis favorable de la commission urbanisme du 26 octobre 2023 concernant la proposition de la voie « Chemin du Ruisseau – Hent ar Gwazh » pour la voie située près de LANNEUNVAL et la numérotation des habitations comme présentée ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 16 voix « pour », valide

Article 1 : le nom de voie « Chemin du Ruisseau – Hent ar Gwazh » pour la voie située près de LANNEUNVAL.

Article 2 : la numérotation des habitations comme présentée.

À Guissény, le 12 décembre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

Le secrétaire de séance
Gwendoline VLAEMYNCK

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309003_7-DE

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-09003-7

Date d'envoi de la convocation : **04 décembre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 16
Votants	= 16

RÉUNION DU 12 DÉCEMBRE 2023

Dénomination de voie publique :
Route de Penarguear / Hent Penn ar gêr

L'an deux mille vingt-trois, le-douze décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Gwendoline VLAEMYNCK a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

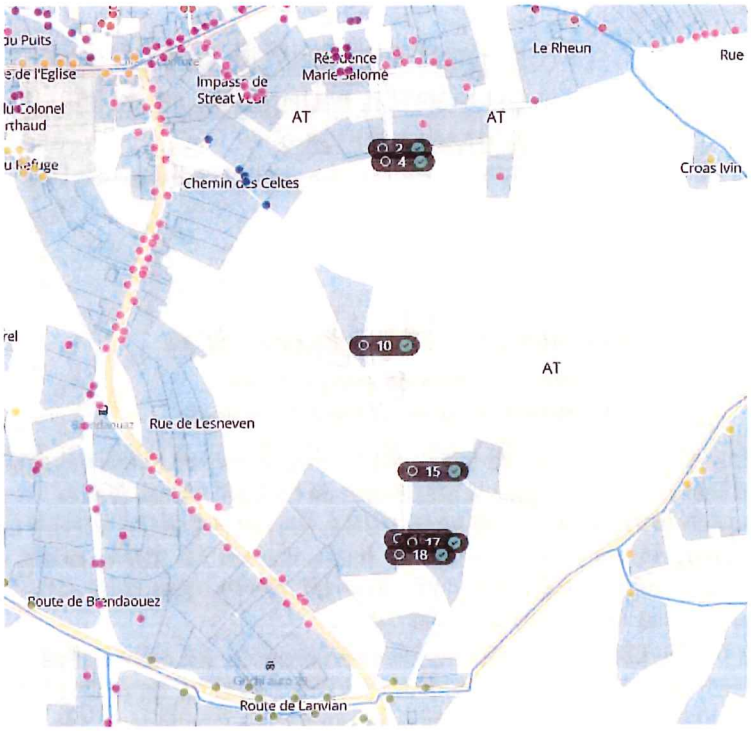
Madame Maud LE QUÉRÉ, élue au Conseil Municipal, rappelle à l'assemblée que la dénomination des voies de la Commune relève de la compétence du Conseil Municipal qui, dans le cadre de ses attributions prévues par l'article L.2121-29 du CGCT, détermine par délibération les affaires de la commune. Le maire, au titre de ses pouvoirs de police doit également veiller à la commodité de passage dans les rues, quais, places et voies publiques. Or, l'indication du nom des voies constitue l'une des modalités permettant d'assurer cet objectif.

Madame Maud LE QUÉRÉ propose à l'assemblée de dénommer la voie « route de PENARGUEAR / Hent Penn ar gêr » pour la voie située entre GOAS AR PUNS et LANVIAN et de la numéroter comme sur le plan ci-après :



Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309003_7-DE



Madame Maud LE QUÉRÉ, rapporteur, entendu ;

DÉLIBÉRATION

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.2213-28 ;

Vu le Code de la voirie routière, article L.113-1 ;

Vu le Code rural et notamment son article L.161-10 ;

Vu le décret n°94-1112 du 19 décembre 1994 relatif à la communication au centre des impôts foncier ou au bureau du cadastre de la liste alphabétique des voies de la commune et du numérotage des immeubles ;

Vu l'avis favorable de la commission urbanisme du 26 octobre 2023 concernant la proposition de la voie « route de PENARGUEAR / Hent Penn ar gêr » pour la voie située entre GOAS AR PUNS et LANVIAN et la numérotation des habitations comme présentée ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 16 voix « pour » valide

Article 1 : le nom de la voie « route de PENARGUEAR / Hent Penn ar gêr » pour la voie située entre GOAS AR PUNS et LANVIAN.

Article 2 : la numérotation des habitations comme présentée.

À Guissény, le 12 décembre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

Le secrétaire de séance
Gwendoline VLAEMYNCK

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309004-DE

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-09004

Date d'envoi de la convocation : **4 décembre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 16
Votants	= 16

RÉUNION DU 12 DÉCEMBRE 2023

Convention de partenariat pour l'animation des temps d'activités periscolaires (TAP) 2023-2024

L'an deux mille vingt-trois, le-douze décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.

Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Gwendoline VLAEMYNCK a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Marie-Michelle LORGERE, adjointe au maire chargée des politiques « petite enfance, enfance et jeunesse », rappelle à l'assemblée que, par application du décret No2013-77 du 24 janvier 2013, les Communes de Guissény et Kerlouan, en concertation avec l'école du TREAS, ont fait le choix de maintenir la réforme des rythmes scolaires, en vue d'enrichir les temps périscolaires en prolongement du service public de l'Education, conformément au Projet Educatif Territorial. Le rythme scolaire est le suivant :

- L'enseignement est dispensé dans le cadre d'une semaine de neuf demi-journées incluant le mercredi matin. Les élèves bénéficient de 24 heures de classe par semaine durant 36 semaines.
- En prolongement du service public de l'éducation, des temps d'activités périscolaires (TAP) sont organisés, sous la responsabilité du Maire. Les heures affectées, le mardi et vendredi après-midi, résultent des heures d'enseignement reportées le mercredi matin. Les activités variées proposées émanent du Projet Educatif Territorial, élaboré par les collectivités en partenariat avec les associations culturelles et sportives, les représentants des parents d'élèves et l'ensemble des partenaires associés au comité de pilotage chargé de sa mise en œuvre.

Marie-Michelle LORGERE propose au Conseil Municipal de maintenir le partenariat existant avec l'association. Familles Rurales Guissény pour l'organisation et l'animation des TAP à l'école publique du TREAS, en reconduisant la convention afférente pour l'année scolaire 2023-2024. Dans ce cadre, l'association a pour missions de :

- Mettre en œuvre les temps périscolaires ;
- Rédiger et mettre en œuvre le projet éducatif partagé entre l'association, les parents, les élus et les enseignants ;
- Rédiger et mettre en œuvre le projet pédagogique avec l'équipe d'animation, les intervenants, les associations participantes ;
- Le décliner en fiches actions ;
- Recruter le personnel (animateurs intervenants) et établir les contrats de travail ou de prestataires ;
- Assurer la gestion administrative, financière et matérielle de ces temps ;
- Evaluer le projet avec le comité de suivi et les intervenants.

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309004-DE

Pour l'année scolaire 2023-2024, le budget prévisionnel pour l'animation et la coordination des TAP durant l'année scolaire a établi une participation des communes à hauteur de 12 338,00 €.

Au 14 septembre 2023, 29 enfants étaient inscrits à l'école du TRÉAS dont 6 sont originaires de Guissény. La participation financière de chaque commune est au besoin corrigée en fonction d'éventuels départs ou arrivées d'enfants en cours d'année. Ainsi, la participation financière de chaque commune se fait au prorata du nombre d'élèves inscrits à chaque trimestre. Un avenant en ce sens sera établi au besoin. Pour le 1er trimestre, il convient donc de repartir le budget ainsi : 23/29ème pour Kerlouan et 6/29ème pour Guissény.

Le montant de la participation des communes s'élève à 9 786 € pour la commune de Kerlouan et 2 552 € pour Guissény. Ces montants sont payés selon le calendrier des paiements suivant : le 20 novembre 2023 et le 20 janvier 2024. Les dépenses seront imputées au compte 65748 du budget communal.

La convention est applicable sur la durée de l'année scolaire, avec effet rétroactif, du 04 septembre 2023 au 05 juillet 2024.

Marie-Michelle LORGERE, rapporteuse, entendue,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 16 voix « pour »

Article 1 : autorise Monsieur le maire à signer la convention tripartite ci-annexée avec l'Association Familles Rurales de Guissény et la Commune de Kerlouan (annexe).

Article 2 : donne à Monsieur le maire toutes délégations nécessaires pour l'application de cette décision.

À Guissény, le 12 décembre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

Le secrétaire de séance
Gwendoline VLAEMYNCK

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309004-DE

Envoyé en préfecture le 17/11/2023
Reçu en préfecture le 17/11/2023
Publié le 17 NOV. 2023
ID : 029-212900914-20231116-2023_06_05-DE

Familles rurales
ASSOCIATION DE GUISSÉNY

29 SEP. 2023
Mairie de Kerlouan

CONVENTION DE PARTENARIAT POUR L'ANIMATION DES TEMPS PERISCOLAIRES 2023-2024

Par délibération du conseil municipal de Kerlouan, le
Et du conseil municipal de Guissény, le

Il est convenu entre : la commune de GUISSENY représentée par son Maire, la commune de KERLOUAN représentée par son Maire et l'association Familles Rurales de GUISSENY dont le siège est à la mairie de GUISSENY, représentée par ses co-présidentes.

Préambule

Les communes de Guissény et Kerlouan en concertation avec l'école du Tréas ont fait le choix d'appliquer la réforme des rythmes scolaires issue du décret 2013-77 du 24 janvier 2013 qui fixe les principes généraux suivants :

- l'enseignement sera dispensé dans le cadre d'une semaine de neuf demi-journées incluant le mercredi matin ;

- tous les élèves continueront de bénéficier de 24 heures de classe par semaine durant 36 semaines.

En plus de la réorganisation des temps scolaires, la réforme prévoit l'organisation de temps périscolaires organisés sous la responsabilité des collectivités en prolongement du service public de l'éducation.

Ces temps périscolaires du mardi et vendredi après-midi résultent des heures d'enseignement reportées le mercredi matin.

Le but de la réforme est d'enrichir ces temps par des activités variées émanant du Projet Educatif Territorial élaboré par les communes de Guissény – Kerlouan en partenariat avec les associations culturelles et sportives, les représentants des parents d'élèves et l'ensemble des partenaires associés au comité de pilotage chargé de sa mise en œuvre.

FAMILLES RURALES
Association Guissény
Mairie, Place Porthleven Sithney, 29 880 Guissény
Tél. : 02 98 25 63 15
accueil@famillesruralesguisseny.fr

Association loi 1901, membre du Mouvement Familles Rurales.

- Famille
- Consommation
- Éducation
- Jeunesse
- Loisirs
- Tourisme
- Vie associative
- Formation
- Santé

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309004-DE

ID : 029-212900914-20231116-2023_06_05-DE

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise en œuvre du partenariat entre les trois parties pour la mise en place des temps périscolaires sous forme d'Accueil de Loisirs périscolaire dans le cadre de la réforme scolaire.

L'association AFR GUISSENY dans le cadre de son projet social et de son projet éducatif s'est engagée à apporter réponses et soutien aux parents souhaitant rester les premiers éducateurs de leurs enfants et leur permettre de mieux concilier vie familiale, professionnelle et sociale.

Article 2 – Les relations entre la commune de Guissény, la commune de Kerlouan et l'association Familles Rurales de Guissény :

L'association « Familles Rurales » jouit de l'indépendance de décision et d'organisation pour ce qui concerne l'animation et la gestion de son projet. Cette indépendance s'exerce en conformité avec les statuts et le règlement intérieur de l'association dans les instances (Assemblée générale, conseil d'Administration et Bureau) et en conformité avec les lois et règlements en vigueur.
L'association est affiliée à « Familles Rurales » fédération départementale du Finistère qui lui apporte soutien technique et pédagogique dans l'exercice de ses missions.
L'association a, vis à vis de son personnel, le statut d'employeur exclusif avec tous les droits et obligations qui en découlent.
En matière d'assurance, l'association « Familles Rurales » s'engage à souscrire une police d'assurance contre le vol, l'incendie, les dégâts des eaux et couvrant sa responsabilité civile et les activités qu'elle organise.

Article 3– Engagements des communes de KERLOUAN-GUISSENY

Les communes s'engagent à contribuer à l'équilibre financier de l'ALSH périscolaire. Un budget prévisionnel est établi et annexé. Le montant de la participation des communes s'élève à 12 338€.
Pour la rentrée 2023/2024, 29 enfants sont inscrits à l'école intercommunale du Tréas :

- 6 enfants de Guissény ;
- 23 enfants de Kerlouan au 14/09/2023.

Les modalités de paiements sont :

- **6169 €** à régler au 20 novembre 2023 au prorata du nombre enfant de chaque commune soit 4893€ pour la commune de Kerlouan et 1276€ pour la commune de Guissény.
- **6169 €** à régler au 20 janvier 2024 au prorata du nombre enfant de chaque commune soit 4893€ pour la commune de Kerlouan et 1276€ pour la commune de Guissény.

Les communes sont responsables de l'entretien des locaux mis à disposition.
En cas d'excédent apparaissant au compte de résultat à la clôture de l'exercice, celui-ci sera reporté à l'année suivante.
Un animateur viendra chercher les enfants à l'école le mercredi à 12h pour les envoyer au centre de Loisirs.
La prestation sera refacturée 50 € par mercredi.
En cas de déficit, les communes s'engagent à contribuer à l'équilibre financier de l'ALSH périscolaire.

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309004-DE
ID : 029-212900914-20231116-2023_06_05-DE

Article 4 – Engagements de l'association AFR GUISSENY

L'association AFR GUISSENY s'engage :

- A prendre les enfants en charge à la sortie de l'école le jour des TAP soit le mardi et le vendredi de 15h à 16h40,
- A disposer en permanence du personnel nécessaire en nombre et compétences requises,
- A tenir informées de l'évolution de la fréquentation des enfants de leur commune, avec le détail d'heures par enfant,
- A évaluer le projet,
- A appliquer la gratuité pour les familles,
- A prioriser les intervenants et associations domiciliés sur les communes,
- A fournir un état financier au 15 janvier pour la période de septembre à décembre et au 15 septembre pour la période janvier à juin
- A fournir au 31 mars de chaque année civile le compte de résultat de l'année écoulée.

Article 5 – Concertation

Un comité de suivi de la convention (composé de 3 représentants de la commune de Guissény et 3 représentants de la commune de Kerlouan, de trois représentants des parents élèves, des enseignants) se réunira deux fois par an, sur l'initiative de l'association, afin d'évaluer ce dispositif.
Les parties s'engagent à se tenir mutuellement informées de tout évènement susceptible de porter obstacle au bon fonctionnement de la présente convention.

Article 6 – Les missions de l'association

L'association Familles Rurales se doit de :

- Mettre en œuvre les temps périscolaires,
- Rédiger et mettre en œuvre le projet éducatif partagé entre l'association, les parents, les élus et les enseignants
- Rédiger et mettre en œuvre le projet pédagogique avec l'équipe d'animation, les intervenants, les associations participantes
- Le décliner en fiche actions,
- Recruter le personnel (animateurs intervenants) et établir les contrats de travail ou de prestataires
- Assurer la gestion administrative, financière et matérielle de ce temps
- Evaluer le projet avec le comité de suivi et les intervenants

Article 7 - Evaluation

Une évaluation des actions mises en place sera pratiquée par l'Association et transmise à la commune dans le mois suivant la fin de chaque période. Elle portera sur :
- le nombre de séances réalisées,
- le nombre de classes et d'élèves concernés,

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309004-DE
ID : 029-212900914-20231116-2023_06_05-DE

Cette évaluation fera l'objet d'une présentation détaillée dans le cadre du [illegible] la municipalité.

Article 8 – Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter du 04 septembre 2023 et ce jusqu'au 05 juillet 2024. Elle peut être revue après accord des 2 parties. En cas de nécessité, des avenants peuvent être établis.

Article 9 - Résiliation

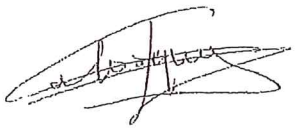
Les communes devront prévenir l'association Familles Rurales avant le 31/03/2023 en cas de suppression de ce dispositif pour l'année 2023/2024. Les communes se réservent le droit d'annuler la convention en cas de suppression de la réforme
Si pour une cause quelconque résultant du fait de l'Association la présente convention n'est pas appliquée, la Commune se réserve la possibilité de dénoncer unilatéralement la présente convention sans préavis ni indemnité.

Fait à Kerlouan, le
Le maire, M. COLLIOU Christian,

Fait à Guissény, le
Le maire, M. RAPIN Raphaël,

Fait à Guissény, le 26 septembre 2023
Les co-présidentes de l'association Familles Rurales de Guissény, Mme CORLOSQUET Karine et Mme BERNARD Stéphanie





Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le
ID : 029-212900773-20231212-CM2309004-DE
ID : 029-212900914-20231116-2023_06_05-DE

Familles rurales | ASSOCIATION DE GUISSÉNY

Budget prévisionnel : TAP Année 2023/2024
Structure : Familles Rurales Guissény

CHARGES	Prévision	PRODUITS (1)	Prévision
60 - Achat	300,00 €	70 - Vente de produits finis, prestations de services, marchandises	1 339.20 €
Prestations de services		Prestation de services CAF	1339.20 €
Achats de matières et de fournitures	150,00 €	Vente de marchandises	0,00 €
Fournitures non stockables (eau, énergie)		Produits des activités annexes	
Fourniture d'entretien et de petit équipement	150,00 €		
61 - Services extérieurs	903,00 €	74- Subventions d'exploitation	€
Locations	0,00 €	Etat : (précisez le(s) ministère(s) sollicité(s)	
Entretien et réparation		-	
Assurance	103,00 €	Région(s):	
Documentation		CNDS	
Divers prestations activités	800,00 €	-	
		Département(s):	
62 - Autres services extérieurs	2 764,00 €	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	154,00 €	Communauté Lesneven Côte des Légendes	0,00 €
Publicité, publication		Commune(s): GUISSENY- KERLOUAN	12338 €
Déplacements, missions	2 600,00 €		
Frais postaux et de télécommunications		Organismes sociaux (à détailler):	
Services bancaires, autres		Caisse d'allocations familiales (CAF)	0,00 €
63 - Impôts et taxes	0,00 €		
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		CNASEA (emplois aidés)	
64- Charges de personnel	9 720,20 €	Autres recettes (précisez)	
Rémunération des personnels,	9 720.20 €	-	
Charges sociales,		75 - Autres produits de gestion courante dont cotisations	
Autres charges de personnel			
65- Autres charges de gestion courante		76 - Produits financiers	
66- Charges financières		77 - Produits exceptionnels	
		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
68- Dotation aux amortissements (provisions pour renouvellement)			
TOTAL DES CHARGES PREVISIONNELLES	13677.20€	TOTAL DES PRODUITS PREVISIONNELS	13677.20€
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0,00 €	87 - Contributions volontaires en nature	0,00 €

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le
ID : 029-212900773-20231212-CM2309004-DE

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309004-DE

Envoyé en préfecture le 17/11/2023
Reçu en préfecture le 17/11/2023
Publié le 17 NOV. 2023
ID : 029-212900914-20231116-2023_06_05-DE

DEPARTEMENT DU FINISTERE
COMMUNE
DE
KERLOUAN

D N°5

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt trois
Le seize novembre à vingt heures trente, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Christian COLLIOU, Maire.

Etaient présents : tous les conseillers en exercice à l'exception de Pascal CAILLY, qui a donné procuration à Gérard ULLOIS, de Georges GUEZENOC, qui a donné procuration à Marie-Josèphe GAC, et de Manon MORVAN, qui a donné procuration à Catherine LAMOUR.

Eric GUEZENOC a été élu secrétaire de séance.

Date de Convocation	Date d'Affichage	Nombre de Conseillers		
		En exercice	Présents	Votants
10.11.2023	17.11.2023	19	16	19

RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC FAMILLES RURALES GUISSENY POUR L'ORGANISATION DES TEMPS D'ACTIVITES PERISCOLAIRES (TAP) 2023-2024

Monsieur le Maire rappelle que, par application du décret N°2013-77 du 24 janvier 2013, les Communes de Guissény et Kerlouan, en concertation avec l'école du Tréas, ont fait le choix du rythme scolaire suivant :

- L'enseignement est dispensé dans le cadre d'une semaine de neuf demi-journées incluant le mercredi matin. Les élèves bénéficient de 24 heures de classe par semaine durant 36 semaines.
- En prolongement du service public de l'éducation, des temps d'activités périscolaires (TAP) sont organisés, sous la responsabilité du Maire. Les heures affectées, le mardi et vendredi après-midi, résultent des heures d'enseignement reportées le mercredi matin. Les activités variées proposées émanent du Projet Educatif Territorial, élaboré par les collectivités en partenariat avec les associations culturelles et sportives, les représentants des parents d'élèves et l'ensemble des partenaires associés au comité de pilotage chargé de sa mise en œuvre.

Il est proposé au Conseil Municipal de maintenir le partenariat existant avec l'association Familles Rurales Guissény pour l'organisation et l'animation des TAP à l'école publique du Tréas, en reconduisant la convention afférente pour l'année scolaire 2023-2024.

Dans ce cadre, l'association a pour missions de :

- Mettre en œuvre les temps périscolaires ;

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309004-DE
ID : 029-212900914-20231116-2023_06_05-DE

- Rédiger et mettre en œuvre le projet éducatif partagé entre l'association, les parents, les élus et les enseignants ;
- Rédiger et mettre en œuvre le projet pédagogique avec l'équipe d'animation, les intervenants, les associations participantes ;
- Le décliner en fiches actions ;
- Recruter le personnel (animateurs intervenants) et établir les contrats de travail ou de prestataires ;
- Assurer la gestion administrative, financière et matérielle de ces temps ;
- Evaluer le projet avec le comité de suivi et les intervenants.

Au 1er septembre 2023, les effectifs sont les suivants : 29 enfants au Tréas (dont 6 guisséniens). Le budget est donc réparti ainsi : 23/29ème pour Kerlouan et 6/29ème pour Guissény.

Pour l'année scolaire 2023-2024, le budget prévisionnel pour l'animation et la coordination des TAP durant l'année scolaire a établi une participation des communes à hauteur de 12 338,00 €.

La participation financière pour la Commune de Kerlouan est estimée à 9 786,00 €, payable en deux échéances.

La participation financière de chaque commune est au besoin corrigée en fonction d'éventuels départs ou arrivées d'enfants en cours d'années. Ainsi, la participation financière de chaque commune se fait au prorata du nombre d'élèves inscrits à chaque trimestre. Un avenant en ce sens sera établi au besoin.

Familles Rurales assure également la prise en charge et le transport des enfants le mercredi midi de l'école vers le centre de Loisirs. Cette prestation est refacturée 50€ par mercredi.

La convention est applicable sur la durée de l'année scolaire, avec effet rétroactif, du 04 septembre 2023 au 05 juillet 2024.

Les dépenses seront imputées au compte 65748 du budget communal.

La Commission Finances, réunie en séance le 09 novembre 2023, a rendu un avis favorable au renouvellement de ce partenariat selon les modalités proposées.

Après en avoir délibéré, et à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- Autorise Monsieur le Maire à signer, au nom et pour le compte de la Commune, la convention tripartite pour l'animation des temps périscolaires liant la Commune à l'association Familles Rurales Guissény et à la Commune de Guissény pour l'année scolaire 2023-2024. Cette convention est annexée à la présente délibération.
- Autorise Monsieur Le Maire à solliciter tous les financements possibles et à procéder au paiement des sommes afférentes.

Le Maire,
Christian COLLIOU

MAIRIE DE KERLOUAN (Finistère)

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309005-DE

Guissény
Gwiseni
Finistère
Penn-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-09005

Date d'envoi de la convocation : **04 décembre 2023**

Nombre de membres en exercice = 16
Présents = 16
Votants = 16

RÉUNION DU 12 DÉCEMBRE 2023

Marchés travaux rénovation lourde salle omnisports Jean FILY

L'an deux mille vingt-trois, le-douze décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Gwendoline VLAEMYNCK a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur Jean-Yves BRAMOULLÉ, conseiller délégué aux bâtiments, indique que le marché de travaux pour la rénovation lourde de la salle Jean FILY a été mis en ligne le 20 octobre 2023 sur le site @mégalis avec une date limite de remises des offres le 13 novembre 2023 à 11 h 30 mn. 13 offres ont été remises et sont toutes conformes au code des marchés publics. Cependant, aucune offre n'a été transmise pour les lots suivants :

- Lot 5 : Travaux d'accessibilité PMR
- Lot 8 : Equipements sportifs
- Lot 9 : Création d'un plancher en porte à faux
- Lot 11 : Menuiseries extérieures

À la suite de l'analyse des offres, le classement des entreprises est le suivant :

LOT 1 : DESAMIANTAGE DE LA TOITURE

Entreprise	Montant de l'offre HT	Note prix	Note Technique	Note finale	Classement
LIZIARD	54 485,00 €	37,61	50	87,61	2
KERLEROUX	55 477,00 €	36,93	50	86,93	3
BS2D	74 540,00 €	27,49	50	77,49	5
CRENN	40 978,64 €	50	50	100	1
ACTION DEPOLLUTION	72 685,00 €	38,95	41,67	80,62	4
TNS DEPOLLUTION	52 804,46 €	28,19	41,67	69,86	6

LOT 2 : COUVERTURE

Entreprise	Montant de l'offre HT	Note prix	Note Technique	Note finale	Classement
KERMARREC (Base)	179 366,57 €	50	37,5	87,5	3
KERMARREC (Variante 1)	173 481,11 €	50	43,5	93,5	2
KERMARREC (Variante 2)	166 114,94 €	50	43,5	93,5	1

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309005-DE

Observations

KERMARREC (base) pas d'avis technique photovoltaïque
KERMARREC (Variante 1) renforcement de la charpente à prévoir (35 kg/m²)
KERMARREC (Variante 2) structure plus légère (25,5 kg/m²), pas de renforcement.

LOT 3 : BARDAGE

Entreprise	Montant de l'offre HT	Note prix	Note Technique	Note finale	Classement
KERMARREC	33 630,85 €	50,00	43,75	93,75	**1**

LOT 4 : RENFORCEMENT DE LA CHARPENTE

Entreprise	Montant de l'offre HT	Note prix	Note Technique	Note finale	Classement
SARL DILASSER et CTR	75 924,00 €	**50,00**	**50**	100	**1**
SARL DILASSER et CTR avec renforcement	93 624,00 €	50,00	50	100	**1**

LOT 6 : ECLAIRAGE PAR LEDS

Entreprise	Montant de l'offre HT	Note prix	Note Technique	Note finale	Classement
BENOIT LE BOHEC	25 016,53 €	**50,00**	**50**	100	**1**

LOT 7 : TRAVAUX DE SOL SPORTIF

Entreprise	Montant de l'offre HT	Note prix	Note Technique	Note finale	Classement
SAS STTS	104 799,00 €	50,00	50	100	**1**

LOT 10 : TRAITEMENT DES FACADES

Entreprise	Montant de l'offre HT	Note prix	Note Technique	Note finale	Classement
DECORS ET TECHNIQUES	5 710,00 €	50	50	100	**1**
RICHARD PEINTURE	7 236,00 €	50	40,15	90,15	**2**

Les entreprises ayant retiré le DCE sur les lots infructueux ont été relancées pour qu'ils remettent une offre.

À la suite de divers échanges avec des collectivités et le fournisseur du sol sportif, il faut noter qu'il ne sera plus possible de pratiquer des sports qui pourraient occasionner des chocs sur le nouveau sol. Il nous faudra donc apporter une réponse aux associations concernées. De plus, la 1ère année il sera nécessaire de protéger le sol lors de manifestations non sportives.

Monsieur Jean-Yves BRAMOULLÉ, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 16 voix « pour »

Article 1 : attribue le marché aux entreprises suivantes :

- Lot 1 : Désamiantage de la toiture à l'entreprise CRENN de SAINT MARTIN DES CHAMPS pour 40 978,64 €,
- Lot 2 : Couverture à l'entreprise KERMARREC de PLOUEDERN pour 166 114,94 €,
- Lot 3 : Bardage à l'entreprise KERMARREC de PLOUEDERN pour 33 630,85 €,

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309005-DE

- Lot 4 : Renforcement de la charpente au groupement DILASSER et CRT dont le mandataire est l'entreprise DILASSER de PLOUIGNEAU pour 93 624,00 €,
- Lot 6 : Eclairage Par LEDS à l'entreprise Benoît LE BOHEC de LANDIVISIAU pour 25 016,53 €,
- Lot 7 : Travaux de sol sportif à l'entreprise SAS STTS de CORMONTREUIL (Dép. 51) pour 104 799,00 €,
- Lot 10 : Traitement des façades à l'entreprise DECORS ET TECHNIQUES de BREST pour 5 710,00 €.

Article 2 : autorise Monsieur le maire à signer, au nom et pour le compte de la commune, toutes pièces de nature administrative, technique ou financière nécessaires à l'exécution du marché.
Article 3 : autorise Monsieur le maire à négocier avec les entreprises pour les lots infructueux lors de l'ouverture des plis.
Article 4 : autorise Monsieur le maire à étudier toutes solutions pour les activités sportives qui ne pourraient plus se pratiquer dans la salle Jean FILY.

À Guissény, le 12 décembre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance
Gwendoline VLAEMYNCK

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309006-DE

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-09006

Date d'envoi de la convocation : **04 décembre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 16
Votants	= 16

RÉUNION DU 12 DÉCEMBRE 2023

Financement de l'animation du site Natura 2000 pour 2024

L'an deux mille vingt-trois, le-douze décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés :
Absent : XX
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Gwendoline VLAEMYNCK a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur Joël PASCOËT, conseiller délégué à l'environnement, informe des dispositions de soutien de l'animation Natura 2000 pour les prochaines années.

La ville de Guissény a été désignée structure porteuse en charge de l'animation du document d'objectifs sur le site Natura 2000 n° FR5300043 GUISSENY. À ce titre, elle peut bénéficier d'une aide de la Région Bretagne et de l'Union européenne au travers le fonds européen de développement régional (FEDER) depuis 2023. Jusqu'à 2022, l'animation et les actions pour le site Natura 2000 était soutenu par l'État et par le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER).

Les modalités de la demande d'aide avec le FEDER évoluent ; la contribution nationale (part Région) pour Guissény est légèrement supérieure aux années précédentes ; la contrepartie en fonds FEDER est quant à elle de 60 %. L'autofinancement apporté par la commune et contribuant à l'animation du site Natura 2000 permet également d'appeler des fonds FEDER. Il est désormais obligatoire de faire appel aux options de coût simplifiés (OCS) avec un coût horaire fixé (indépendamment du coût horaire effectif des agents) ; les coûts indirects, frais de mission, achat de fournitures, prestations de service... sont maintenant englobés dans un montant forfaitaire de 30 % des dépenses de rémunération consacrés à l'animation. Ces dispositions doivent simplifier à la fois l'instruction des demandes d'aides et de paiement en limitant les pièces justificatives à fournir.

Depuis 2017, la commune est engagée dans un travail d'évaluation du Document d'objectifs (DOCOB), des actions des gestion et de révision de la cartographie des habitats ; cette dernière est en cours d'analyse et permet de dresser un nouvel état des lieux des milieux naturels en présence sur le site et de leur état de préservation. La nouvelle carte des habitats est un élément central pour définir les enjeux de conservation sur le site et les actions à mener pour les préserver.

La carte et l'évaluation menée sur le DOCOB ouvrent la voie à un nouveau plan de gestion. Le projet de classement en Réserve naturelle régionale nécessite également de préciser les enjeux. Il est probable qu'un document unique de gestion soit élaboré, valant à la fois pour le site Natura 2000, la Réserve naturelle et les terrains du Conservatoire du Littoral. La définition des enjeux spécifiques liés à Natura 2000 devra donc s'articuler avec les réflexions sur le projet de Réserve naturelle.

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309006-DE

Afin d'accompagner la commune dans ce travail d'évaluation des enjeux et de nouveau DOCOB, la commune peut bénéficier d'un financement supplémentaire pour les années 2024 et 2025. L'aide devrait donc être portée pour 2024-2025 à 0,75 ETP (niveau ingénieur sur la base des OCS). A partir de 2026, elle reviendra à 0,5 ETP ; ce niveau d'aide devrait être garanti jusqu'à la fin effective de la présente programmation FEDER, soit 2029.

Pour 2024, le contenu de la mission, les résultats attendus ainsi que les financements dédiés de la Région Bretagne et de l'Union Européenne pour conduire cette mission feront l'objet d'une convention entre la Région Bretagne (autorité de gestion compétente) et la Commune de Guissény.

Les missions prévues pour la période :

1) Informer sur la mise en œuvre de la démarche Natura 2000 ;
2) Élaborer et mettre en œuvre les nouveaux contrats Natura 2000 pâturage, de protection des dunes, de restauration et d'entretien des tourbières et prairies, etc. ;
3) Accompagner les agriculteurs pour la contractualisation et le suivi des Mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) et des autres cahiers des charges ;
4) Assurer les missions administratives liées à Natura 2000 (secrétariat, gestion financière) ;
5) Intégrer dans le système d'information géographique (SIG) et gérer toutes les nouvelles informations socio-économiques, foncières, gestion, etc... ;
6) Réaliser et coordonner des études et suivis scientifiques : cartographie des habitats et des séries de végétation, suivis espèces, coordination du suivi sédimentaire des dunes, etc. ;
7) Informer sur l'avancement de la démarche à destination des services concernés de l'Etat et de la Région ;
8) Contribuer à l'identification des programmes de projets soumis à évaluation d'incidence et accompagner les organisateurs d'évènement ;
9) Contribuer aux activités du réseau Natura 2000 ;
10) Évaluation continue de la mise en œuvre du document d'objectifs (DOCOB) : définir les enjeux de conservation sur la base de la nouvelle carte d'habitats ;
11) Participer à la préparation du comité de pilotage, et le cas échéant des commissions thématiques ;
12) Proposer un programme d'activité pour l'exercice suivant.

Les résultats attendus en fin d'exercice :

- Mise en place et suivi de contrats Natura 2000, des mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC)
- Communication, information autour de Natura 2000
- Définition des enjeux en préparation d'un nouveau Document d'Objectifs (DOCOB)
- Bilan d'activités et tous autres documents rendant compte des opérations

Le montant prévisionnel du projet est de 53 227,20 € pour l'année 2024 et se répartit (à titre indicatif) ainsi :

Dépenses de rémunération (1200h/an réparties entre 2 agents)		40 944 €
Autres dépenses (coûts indirects, frais de mission, achat de fournitures, prestations de service...) ***Option de coûts simplifiés : 30 % des dépenses de rémunération, sous réserve de justification***		11 283 €
	Total DÉPENSES	**53 227 €**
Union Européenne – FEDER (*60% du montant total du projet*)	***60 %***	31 936 €
Région BRETAGNE	***26 %***	13 768 €
COMMUNE de GUISSENY	***14 %***	7 523 €
	Total RECETTES	**53 227 €**

Les dotations financières pour 2024 s'élèvent donc à 53 227,20 € et la part d'autofinancement à 7 522,88 €.

Monsieur Joël PASCOËT, rapporteur entendu,

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309006-DE

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 16 voix « pour »

Article 1 : valide le plan de financement pour l'animation du site Natura 2000 pour l'année 2024 et de renouveler ainsi l'engagement de la commune en tant qu'opérateur Natura 2000 sur le site Natura 2000 n°FR5300043 ;

Article 2 : autorise monsieur le maire à solliciter, au nom et pour le compte de la ville de Guissény, les financements auprès du Conseil régional de Bretagne dans le cadre de l'appel à projet régional et à signer les conventions attributives de subvention en lien avec le projet ainsi que tous les documents afférents à ces demandes d'aides.

À Guissény, le 12 décembre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

Le secrétaire de séance
Gwendoline VLAEMYNCK

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309007-DE

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-09007

Date d'envoi de la convocation : **04 décembre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 16
Votants	= 16

RÉUNION DU 12 DÉCEMBRE 2023

Travaux de protection des dunes le long du GR34 et demande de financement Contrat Natura 2000

L'an deux mille vingt-trois, le-douze décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Gwendoline VLAEMYNCK a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur Joël PASCOËT, conseiller délégué à l'Environnement, rappelle que la commune de Guissény présente un linéaire d'environ 7 km, parcouru par le GR34. Celui-ci longe des habitats remarquables de dunes, falaises et prés salés au sein du site Natura 2000.

Des travaux de protection des dunes et d'aménagement des accès ont été réalisés en 2022 sur certaines portions. Des actions d'entretien ont également été menés par la commune dans le cadre du dispositif argent de poche.

Il est constaté que sur de nombreux secteurs côtiers d'autres travaux de mise en protection des végétations dunaires le long du GR34 sont nécessaires. Sur certains secteurs les aménagements ont plus de 20 ans et/ou sont fortement ensablés et n'assurent plus leur rôle de canalisation du public.

La pose d'environ 3 350 mètres linéaires de clôtures neuves (plots, monofils, bifils, ganivelles) et l'aménagement d'un accès plage par la pose d'1 escalier en bois est prévue.

Par ailleurs, il est constaté que le GR34 est emprunté par des vélos et des cavaliers alors qu'il est réservé aux seuls piétons. Ces usages sont susceptibles d'entraîner des dégradations des milieux et des conflits d'usages ; il convient ainsi d'empêcher leur accès.

Les travaux prévoient donc l'installation de chicanes, barrières, poteaux et l'installation de panneaux pour rappeler la réglementation et les bonnes pratiques tout au long du parcours.

Le montant estimé des travaux est de 70 000 € HT. Dans le cadre de l'animation du site Natura 2000, la commune souhaite solliciter un contrat Natura 2000 pour la réalisation de ces travaux. Le financement FEDER/Région peut couvrir jusqu'à 80 % du montant Hors Taxes estimé.

L'objectif est de réaliser ces travaux au cours de l'année 2024.

Monsieur Joël PASCOËT, rapporteur, entendu,

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309007-DE

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 16 voix « pour »

Article 1 : approuve les travaux de mise en défens du littoral, du Vougo jusqu'au Couffon .

Article 2 : autorise M. le Maire à solliciter à ce titre les subventions ad-hoc, notamment Contrat Natura 2000, et à signer l'ensemble des documents y afférents.

À Guissény, le 12 décembre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

Le secrétaire de séance
Gwendoline VLAEMYNCK

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309008-DE

Guissény
Gwiseni
Finistère
Penn-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-09008

Date d'envoi de la convocation : **04 décembre 2023**

Nombre de membres
en exercice = 16
Présents = 16
Votants = 16

RÉUNION DU 12 DÉCEMBRE 2023

Ouverture de crédits avant le vote du budget primitif de 2024

L'an deux mille vingt-trois, le-douze décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Gwendoline VLAEMYNCK a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Conformément aux dispositions de l'article L.1612-1 du code général des collectivités territoriales, Monsieur le maire demande au conseil municipal de l'autoriser à mandater les dépenses d'investissement de l'exercice 2024 dans la limite du ¼ des crédits ouverts au budget 2023. Ceci permettra d'assurer la continuité du service entre deux exercices budgétaires et de ne pas compromette l'exécution d'opérations d'investissement. Cette autorisation vaut jusqu'à la date de vote du budget primitif. La répartition se fera selon le tableau ci-dessous :

ARTICLE	LIBELLE	BUDGET 2023 (en €)	ANTICIPATION SUR CREDITS 2024 (en €)
	CHAPITRE 20		
2031	Frais d'études	41 417 €	10 250 €
	CHAPITRE 204		
2041582	Subventions versées	16 335 €	4 000 €
	CHAPITRE 21		
2152	Installations de voirie	33 136 €	8 250 €
2188	Autres immobilisations corporelles	10 000 €	2 500 €
21848	Matériel de bureau et informatique	8 000 €	2 000 €
	CHAPITRE 23		
2313	Construction	1 159 960 €	289 750 €
2315	Aménagement des constructions	345 000 €	86 250 €
		TOTAL	**403 000 €**

Monsieur Raphaël RAPIN, rapporteur, entendu ;

DÉLIBÉRATION

Vu le code général des collectivités territoriales,

Considérant qu'il est dans l'intérêt de la collectivité de permettre la continuité des écritures comptables pour les opérations lancées en investissement,

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309008-DE

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 16 voix « pour »

Article 1 : autorise Monsieur le maire à inscrire à la section d'investissement, avant le vote du budget primitif 2024, conformément à l'article L.1612-1 du code général des collectivités territoriales, un montant total de crédits en dépense de 403 000 € répartis selon le tableau ci-dessus.

À Guissény, le 12 décembre 2023

Pour extrait conforme au registre,

Le maire,

Raphaël RAPIN

Le secrétaire de séance

Gwendoline VLAEMYNCK

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309009-DE

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-09009

Date d'envoi de la convocation : **04 décembre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 16
Votants	= 16

RÉUNION DU 12 DÉCEMBRE 2023

Tarifs communaux 2024

L'an deux mille vingt-trois, le-douze décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Gwendoline VLAEMYNCK a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée, qu'en 2020, le Conseil Municipal avait choisi d'opter pour une révision des tarifs communaux, chaque année suivant l'indice des prix à la consommation définitif du mois d'octobre (glissement annuel, source : https://www.insee.fr/fr/statistiques/7713753#tableau-ipc-g1-fr).
Pour le cas où l'indice serait négatif, les tarifs seraient maintenus au niveau de l'année précédente sauf, décision contraire du Conseil Municipal.
Les montants ainsi définis ont été arrondis au dixième de centimes inférieur.
Les nouveaux tarifs ont donc été calculés selon cette méthode (annexe).
Monsieur Raphaël RAPIN, rapporteur, entendu,

DÉLIBÉRATION

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis favorable de la commission communale des finances du 1er décembre 2022,

Et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 16 voix « pour »

Article 1 : valide le mode de calcul des tarifs pour 2024 et d'appliquer l'augmentation en fonction de l'indice des prix à la consommation au mois d'octobre soit environ 4 % .

À Guissény, le 12 décembre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

Le secrétaire de séance
Gwendoline VLAEMYNCK

Annexe délibération CM/23-09009

Tarifs salles et matériel

Type Pour toutes les salles	2022	2023	2024
Caution salle	210,30 €	**223,30 €**	**232.30**
Caution Vidéo - Sono	153,90 €	**163,40 €**	**169.98**
Caution ménage	76,90 €	**81,72 €**	**84.99**
Clef perdue (prix achat chez CMB en 2019 : 29,71€ TTC)	30,70 €	**32,60 €**	**34.00**

Location Maison communale			
Location aux habitants de la commune : 1 jour	177,50 €	**188,50 €**	**196.05**
Location aux habitants de la commune : 2 jours	232,90 €	**247,30 €**	**257.23**
Location aux habitants extérieurs à la commune : 1 jour	272,90 €	**289,80 €**	**301.43**
Location aux habitants extérieurs à la commune : 2 jours	356,50 €	**378,60 €**	**393.80**
Réunion, Repas, AG, Organismes et asso extérieurs	388,80 €	**412,90 €**	**429.48**
Associations communales	Gratuit	**Gratuit**	**Gratuit**
Réunion politique, Associations non caritatives	Décision bureau municipal	Décision bureau municipal	Décision bureau municipal

Location Préau de TI AN HOLL			
Location aux habitants de la commune : 1 jour	55,40 €	**58,80 €**	**61.19**
Location aux habitants de la commune : 2 jours	35,90 €	**101,80 €**	**105.96**
Location aux habitants extérieurs à la commune : 1 jour	85,10 €	**90,40 €**	**94.06**
Location aux habitants extérieurs à la commune : 2 jours	147,20 €	**156,30 €**	**162.61**
Réunion, Repas, AG, Organismes extérieurs	125,60 €	**133,40 €**	**138.82**
Associations communales	Gratuit	**Gratuit**	**Gratuit**
Réunion politique, Associations non caritatives ou utilisation de la salle de danse	Décision bureau municipal	Décision bureau municipal	Décision bureau municipal

Location Salle Omnisports			
	2022	**2023**	**2024**
Location diverses manifestation autorisée par le maire	179,90 €	**191,10 €**	**198.76**
Location aux habitants extérieurs à la commune : 1 jour	272,90 €	**289,80 €**	**301.43**
Location aux habitants extérieurs à la commune : 2 jours	358,00 €	**380,20 €**	**395.48**
Associations communales	Gratuit	**Gratuit**	**Gratuit**
Réunion politique, Associations non caritatives	Décision bureau municipal	**Décision bureau municipal**	Décision bureau municipal

Location Centre Nautique			
Location Cuisine et salle de restauration aux habitants de la commune : 1 jour	55,40 €	**58,80 €**	**61.19**
Location Cuisine et salle de restauration aux habitants de la commune : 2 jours	95,90 €	**101,80 €**	**105.96**
Associations communales	Gratuit	**Gratuit**	**Gratuit**

Vaisselle			
Ecocup commune de Guissény : caution (Unité)	1,00 €	**1,00 €**	**1.00**
Ecocup commune de Guissény : achats (Unité)	0,60 €	**0,60 €**	**0.6**
Aux commerçants métiers de bouche			
Location de la vaisselle	77,90 €	**80,70 €**	**86.12**

Location Matériel (aux particuliers et aux professionnels)			
Barrière (Unité)	1,30 €	**1,30 €**	**1.48**
Grille d'exposition (Unité)	1,90 €	**2,00 €**	**2.15**
Table (Unité)	2,00 €	**2,10 €**	**2,10**
Banc (Unité)	1,20 €	**1,20 €**	**1,20**

Tarifs photocopies

Type	Couleur	Taille	2022	2023	2024
Tarifs publics					
Photocopie Documents Administratifs (tarif CADA)	Noir et Blanc	A4		**0,18 € au 01/01/2022**	**0,18 € au 01/01/2022**
Matrice cadastrale	Noir et Blanc	A4	2,00 €	**2,10 €**	**2.10**
Photocopie ordinaire	Noir et Blanc	A4	0,30 €	**0,30 €**	**0.30**
		A3	0,50 €	**0,50 €**	**0.50**
	Couleur	A4	1,30 €	**1,40 €**	**1.45**
		A3	1,40 €	**1,50 €**	**1.60**
Extrait cadastral et Fiches d'information, photo aérienne, extrait du Plan Local Urbanisme	Noir et Blanc	A4	1,50 €	**1,60 €**	**1.70**
		A3	1,70 €	**1,80 €**	**2.00**
	Couleur	A4	2,00 €	**2,10 €**	**2.30**
		A3	2,20 €	**2,40 €**	**2.50**
Plan local d'urbanisme		Suivant devis du prestataire			
Tarifs Associations de Guissény					
10 Photocopies ordinaires	Noir et Blanc	A4	Gratuit	**Gratuit**	**Gratuit**
		A3	Gratuit	**Gratuit**	**Gratuit**
	Couleur	A4	4,10€	**4,30 €**	**4.50**
		A3	8,20€	**8,70 €**	**9.10**

Tarifs animations

Type	2022	2023	2024
Théâtres et spectacles			
Adulte	5,30 €	**5,60 €**	**5.90**
De 0 à 4 ans	Gratuit	**Gratuit**	**Gratuit**
De 5 à 11 ans	2,10 €	**2,20 €**	**2.30**

Animations nature			
Adulte	2,00 €	**2,10 €**	**2.30**
De 0 à 6 ans	Gratuit	**Gratuit**	
De 7 à 17 ans	1,00 €	**1,00 €**	**1.15**

Animation famille			
Enfant	2,00 €	**2,20 €**	**2.35**

Tarifs divers services

Type	2022	2023	2024
Tarifs Droit de place			
Petit véhicule (type fourgonnette)	8,80€	**9,30 €**	**9.74**
Grand véhicule	38,90 €	**41,40 €**	**43.07**
Forfait branchement électrique annuel	44,10 €	**46,80 €**	**48.72**

Matériaux de voirie mise en place par les services municipaux - hors Main d'œuvre			
Buses à collerettes et matériaux nécessaires pour création ou remplacement (le ml)	46,60 €	**49,50 €**	**51.56**
Grille et matériaux nécessaires	103,60 €	**110,00 €**	**114.45**
Double Caniveau et matériaux nécessaires	46,50 €	**49,50 €**	**51.56**

Travaux Main d'œuvre			
Main d'œuvre (heure)	23,20 €	**24,70 €**	**25.72**
Tracto Pelle (heure)	56,40 €	**59,90 €**	**62.33**
Ramassage des animaux errants (Journée / Intervention)	46,60 €	**49,58 €**	**51.56**
Ramassage des animaux errants (WE et Soir / Intervention)	38,90 €	**41,40 €**	**43.07**

Vente de bois (terrains du conservatoire - Natura 2000)

Type	2022	2023	2024
Bois sur pieds à couper en zone d'accès contraint (le stère)	10,20 €	**10,90 €**	**11.34**
Bois sur pieds à couper en zone d'accès peu contraint (le stère)	15,30 €	**16,30 €**	**16.99**
Lot de saules sur pieds (10 à 20 saules selon la taille et la forme) à couper en zone d'accès contraint	30,70 €	**32,60 €**	**34.00**
Lot de saules sur pieds (10 à 20 saules selon la taille et la forme) à couper en zone d'accès peu contraint	102,60 €	**108,90 €**	**113.32**

Tarifs du cimetière

Type	2022	2023	2024
CONCESSION SIMPLES*			
15 ans	90,00 €	95,50 €	99.40
30 ans	180,00 €	191,10 €	198.81
50 ans	250,00 €	265,50 €	276.12
CAVEAU SIMPLE			
15 ans	160,00 €	169,90 €	176.72
30 ans	300,00 €	318,60 €	331.34
50 ans	480,00 €	509,70 €	530.15
CAVEAU DOUBLE			
15 ans	250,00 €	265,50 €	276.12
30 ans	450,00 €	477,90 €	497.02
50 ans	730,00 €	775,20 €	806.27
COLUMBARIUM			
Case de colombarium	1 000,00 €	1 062,00 €	1 104.48
Concession ou renouvellement 15 ans	55,00 €	58,40 €	60.75
Concession ou renouvellement 30 ans	100,00 €	106,20 €	110.45
Droit d'ouverture	93,00 €	98,70 €	102.72
JARDIN DU SOUVENIR			
Droit d'ouverture	93,00 €	98,70 €	102.72
Plaque en marbre	20,00 €	21,20 €	22.09
CAVURNE			
Cavurne	435,00 €	403.50 €	419.64
Concession ou renouvellement pour 15 ans	55,00 €	58,40 €	60.74
Concession ou renouvellement pour 30 ans	100,00 €	103,20 €	107.33
Droit d'ouverture			

*tarifs de base pour 2 m² + régularisation en fonction de la surface réellement occupée

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309010-DE

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-09010

Date d'envoi de la convocation : **04 décembre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 16
Votants	= 16

RÉUNION DU 12 DÉCEMBRE 2023

Créances admises en non-valeur et créances éteintes

L'an deux mille vingt-trois, le-douze décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Gwendoline VLAEMYNCK a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur Raphaël RAPIN, le maire, rappelle à l'assemblée qu'en vertu des dispositions législatives qui organisent la séparation des ordonnateurs et des comptables, il appartient au Comptable Public de procéder, sous le contrôle de l'Etat, aux diligences nécessaires pour le recouvrement des créances.

Lorsque le Comptable public, après avoir utilisé tous les moyens de poursuites, n'a pu mener à son terme le recouvrement des sommes dues, il est fondé à demander la collectivité l'admission en non-valeur des sommes non recouvrées, étant rappelé que cela n'implique pas l'abandon total de ces créances et que, si des possibilités de recouvrement existaient par la suite, il lui appartiendrait de faire toute diligence pour obtenir leur paiement.

Par courrier du 08 août 2023, le trésorier nous fait part des propositions d'admission en non-valeur de titres de recettes émis de 2015 à 2020 pour un montant de 2 496.58€ réparti comme suit :

- Compte 6541 « créances admises en non-valeur » : 1 137.18 €
- Compte 6542 « créances éteintes » : 1 359.40 €

Étant précisé que :

- L'admission en non-valeur des créances est décidée par l'assemblée délibérante dans l'exercice de sa compétence budgétaire. Elle est demandée par le comptable lorsqu'il rapporte les éléments propres à démontrer que malgré toutes les diligences qu'il a effectuées, il ne peut pas en obtenir le recouvrement. L'admission en non-valeur ne met pas obstacle à l'exercice des poursuites : la décision prise n'éteint pas la dette du redevable. Le titre émis conserve un caractère exécutoire et l'action en recouvrement demeure possible dès qu'il apparaît que le débiteur revient à « meilleure fortune »
- Les créances éteintes sont issues de taxes et de produits communaux dont il n'a pu effectuer le recouvrement en raison de l'insolvabilité des débiteurs. En effet, les jugements intervenus à l'issue des procédures de redressement ou de liquidation judiciaire (pour les sociétés), de surendettement ou de rétablissement personnel (pour les particuliers) ont pour effet « d'éteindre » juridiquement les créances concernées. Elles constituent donc une charge budgétaire définitive et doivent être constatées par l'Assemblée.

Raphaël RAPIN, rapporteur, entendu,

DÉLIBÉRATION

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309010-DE

Vu l'arrêté du 16 décembre 2013 relatif à l'instruction budgétaire et comptable des communes et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 16 voix « pour »

Article 1 : adopte les propositions d'admissions en non-valeur de créances irrécouvrables et éteintes pour les titres de recettes émis de 2015 à 2020 présentés par le Comptable Public.

À Guissény, le 12 décembre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

Le secrétaire de séance
Gwendoline VLAEMYNCK

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309011-DE

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-09011

Date d'envoi de la convocation : **04 décembre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 16
Votants	= 16

RÉUNION DU 12 DÉCEMBRE 2023

Lotissement NOGUEL2 : Lancement de la procédure d'appel d'offre concernant les travaux de voirie et réseaux divers

L'an deux mille vingt-trois, le-douze décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Gwendoline VLAEMYNCK a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le Maire indique à l'assemblée que le permis d'aménager du lotissement NOGUEL2 est en phase d'instruction. Afin de préparer les budgets mais aussi d'offrir du foncier au plus tôt, il est nécessaire de lancer les marchés de travaux. Ces derniers sont :

- Les terrassements généraux,
- La pose des réseaux d'eaux pluviales, d'eaux usées et d'eau potable,
- La création des chaussées, trottoirs et cheminement piétons,
- La mise en œuvre de la signalisation horizontale et verticale.

Le montant estimatif de ces travaux est estimé à 320 000 € HT soit 384 000 € TTC

A noter que ces travaux ne comprennent pas la pose des réseaux souples (électricité, télécommunications, éclairage public) qui seront confiés au Syndicat Départemental d'Électrification du Finistère (SDEF).

Monsieur le Maire, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 16 voix « pour »

Article 1 : autorise Monsieur le Maire à lancer l'appel à concurrence pour ces travaux,
Article 2 : autorise Monsieur le Maire à négocier avec les entreprises lors de la remise de leur offre.
À Guissény, le 12 décembre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

Le secrétaire de séance
Gwendoline VLAEMYNCK

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309012_1-DE

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-09012

Date d'envoi de la convocation : **04 décembre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 16
Votants	= 15

RÉUNION DU 12 DECEMBRE 2023
ATTRIBUTION MARCHÉS ASSURANCES

L'an deux mille vingt-trois, le-douze décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Gwendoline VLAEMYNCK a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur Jean-Yves ROUDAUT indique qu'il ne prendra ni part au débat ni au vote et quitte la salle.

Monsieur le Maire rappelle que conformément à la délibération du 15 décembre 2022, la commune a été accompagnée par Consultassur pour la mise en œuvre de ce marché « prestations d'assurances » (constitution du cahier des charges et négociation des offres reçues) car les assurances de la commune arrivent à échéance au 31/12/2023.

Un marché à procédure adaptée a été lancé sur les lots suivants :
Lot 1 : Dommages aux biens et risques annexes ;
Lot 2 : Responsabilité civile ;
Lot 3 : Flotte automobile et risques annexes ;
Lot 4 : Protection juridique.
Et un appel d'offre ouvert pour le Lot 5 « Risques statutaires ».

Après analyse et classement des offres, il ressort de la consultation qui s'est tenue entre le 23/05/2023 et 07/07/2023 :

- Lot 1 : Dommages aux biens et risques annexes : 1 candidat, GROUPAMA pour 8882,06 € TTC, révisable au taux de 0.94€ TTC par m² de surface développée et indexé sur l'indice FFB, mais uniquement sur 3 ans ;
- Lot 3 : Flotte automobile et risques annexes : 1 candidat, proposé GROUPAMA pour 4318 € TTC, garanti ;
- Lot 5 : Risques statutaires : 1 candidat, GROUPAMA pour 24 338,96 € TTC mais uniquement sur 3 ans.

Pour les lots 2-Responsabilité civile et 4-Protection juridique, la consultation a été infructueuse et une nouvelle consultation a été lancée jusqu'au 9 octobre 2023. Il ressort de cette nouvelle consultation, une offre pour les deux lots :

- Lot 2-Responsabilité civile : Offre de la part de la SMACL Assurances SA (NIORT) pour 6 631,70€ TTC avec un engagement pour 2 ans, révision selon l'indice FFB du coût de la construction qui est pour 2024 de 1163,60 ;
- Lot 4-Protection juridique : Offre de la part de la SMACL Assurances SA (NIORT) pour la protection juridique de la collectivité pour 5 278,77 € TTC et la protection fonctionnelle des agents et des élus pour 147,29 € TTC avec un engagement pour 2 ans, révision selon l'indice FFB du coût de la construction qui est pour 2024 de 1163,60.

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309012_1-DE

Monsieur le Maire, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 15 voix « pour »

Article 1 : attribue les différents lots du marché « prestations d'assurance » :

- **Lot 1 : Dommages aux biens et risques annexes** à GROUPAMA pour un montant de 8 882,06 € TTC, révisable au taux de 0.94€ TTC par m² de surface développée et indexé sur l'indice FFB et un engagement sur 3 ans,
- **Lot 2 : Responsabilité civile** à la SMACL Assurances SA (NIORT) pour un montant de 6 631,70€ TTC, révisable selon l'indice FFB du coût de la construction qui est de 1163,60 pour 2024 et un engagement sur 2 ans,
- **Lot 3 : Flotte automobile et risques annexes** à GROUPAMA pour un montant de 4318 € TTC, révisable selon évolution du parc automobile et de l'indice ERVP et un engagement sur 4 ans,
- **Lot 4 : Protection juridique** à la SMACL Assurances SA (NIORT) pour la protection juridique de la collectivité pour 5 278,77 € TTC et la protection fonctionnelle des agents et des élus pour 147,29 € TTC soit 5 426,06 € TTC, révisable selon l'indice FFB du coût de la construction qui est de 1163,60 pour 2024 et un engagement sur 2 ans,
- **Lot 5 : Risques statutaires** à GROUPAMA pour un montant de 24 338,96 € TTC mais uniquement sur 3 ans.

Article 2 : autorise M. le Maire à notifier l'attribution des marchés et à signer l'ensemble des actes et opérations y afférents.

À Guissény, le 12 décembre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

Le secrétaire de séance
Gwendoline VLAEMYNCK

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 13/12/2023
Reçu en préfecture le 13/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231213-CM2309013-DE

Guissény Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-09013

Date d'envoi de la convocation : **04 décembre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 16
Votants	= 16

RÉUNION DU 12 DÉCEMBRE 2023

Salle omnisports - Fonds de concours CLCL

L'an deux mille vingt-trois, le-douze décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Gwendoline VLAEMYNCK a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le maire rappelle que, par délibération N° CM/22-0909 du 15 décembre 2022, le Conseil municipal a validé la réhabilitation de la Salle Jean FILY :

« Ainsi, Monsieur Jean-Yves BRAMOULE, conseiller municipal délégué aux « Bâtiments » avait exposé que la commune de Guissény a réceptionné les travaux de la salle omnisport JEAN FILY, située au lieu-dit GOAS AR PUNS, en mai 1983. En 1997, cette salle avait été reclassée en salle polyvalente à dominante sportive. En 1998, différents travaux ont été réalisés (bardage Sud, plafonds, isolation phonique, création de sorties de secours).

*Lors de l'étude menée par le cabinet YK conseil « **Schéma directeur projet d'aménagement d'ensemble de la commune de Guissény** » de 2013-2014, il avait été mis en exergue que cet équipement répondait à de nombreux usages proposés par les associations, les scolaires, tant sportifs que culturels, mais aussi que des travaux seraient nécessaires. Ces travaux n'ont pu être effectués car la collectivité répondait à d'autres priorités de travaux sur ses bâtiments et la voirie communale.*

Aujourd'hui, les travaux de bardage, d'isolation, de réfection de la toiture avec désamiantage, de réfection du sol, de la plomberie... sont indispensables pour permettre de maintenir cet équipement à niveau.

Pour mémoire, elle est actuellement utilisée par différents publics : des scolaires dont le collège Diwan et l'école Sainte Jeanne D'Arc à raison de 21h/semaine, les associations sportives pour 18 h/semaine, l'ALSH de l'association Familles Rurales de GUISSENY tous les mercredis et durant toutes les vacances scolaires et de façon ponctuelle par les associations dans le cadre de leurs manifestations...

Ces travaux permettront aux usagers de l'utiliser dans des conditions de confort et de sécurité. L'accessibilité PMR sera également réalisée pour la tribune surélevée. »

Dans le Pacte financier et fiscal, adopté par le conseil communautaire en novembre 2022, la volonté de la Communauté Lesneven Côte des Légendes (CLCL) d'aider ses communes membres au travers les dispositifs de fonds de concours est affirmé.

Par la délibération N° CM/23-04011 du 13 avril 2023, la commune a sollicité la CLCL pour l'attribution de fonds de concours entrant dans le domaine d'intervention de la Communauté Lesneven Côte des Légendes « Proximité et attractivité ». En effet, la salle omnisports est utilisée par différents publics et toutes ces entités ont un

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 13/12/2023
Reçu en préfecture le 13/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231213-CM2309013-DE

rayonnement qui dépasse le cercle communal. Afin de finaliser cette attribution de fonds de concours de la CLCL, il y a lieu de finaliser le plan de financement et le calendrier prévisionnel des travaux (actualisé au 12 décembre 2023) :

PLAN DE FINANCEMENT AU 25/05/2023 – SALLE OMNISPORTS					
DÉPENSES		**Calendrier**	**RECETTES**		
Objet	**Montant estimatif TTC**		**Financement**	**Montant sollicité**	**%**
Rénovation lourde :		***Début en 24***	**CD 29 – PACTE 2023 –** Acquis et à dépenser pour 2024	60 000 €	9,63 %
• Désamiantage de la toiture,	49 164 €	**Janvier**	**FCTVA**	102 148 €	16,40 %
• Remplacement bardages,	40 356 €	**Février**	**DETR 2024 –** Sollicité pour 2024	100 000 €	16,06 %
• Renforcement charpente,	111 600 €	**Février**	**Région - Bien vivre en Bretagne** Sollicité pour 2024	100 000 €	16,06 %
• Couverture,	215 232 €	**Mars**	**TOTAL FINANCEMENTS PUBLICS**	**362 149 €**	
• Eclairage par LEDS	30 000 €	**Avril**	**CLCL - Fonds de concours**	100 000 €	16,06 %
• Menuiseries extérieures	6 972 €	**Mai**	**Commune de Guissény** (autofinancement minimum de 20 %)	**160 556 €**	25.79 %
• Traitement des façades	10 200 €	**Juin**			
• Travaux de sol sportif	124 800 €	**Juillet/sept**			
• Equipements sportifs	34 380 €	**Nov./déc.**			
		Fin 2025			
TOTAL	**622 704 €**		**TOTAL**	**622 704 €**	**100 %**

Raphaël RAPIN, rapporteur, entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 16 voix « pour »

Article 1 : Valide le plan de financement et le calendrier comme présenté,

Article 2 : Autorise Monsieur le maire à signer, au nom et pour le compte de la commune, toutes pièces de nature administrative, technique ou financière nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

À Guissény, le 12 décembre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

Le secrétaire de séance
Gwendoline VLAEMYNCK

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 13/12/2023
Reçu en préfecture le 13/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309014_1-DE

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-09014-1

Date d'envoi de la convocation : **12 décembre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 16
Votants	= 16

RÉUNION DU 12 DÉCEMBRE 2023

DETR 2024 – Salle omnisports

L'an deux mille vingt-trois, le-douze décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Gwendoline VLAEMYNCK a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le maire rappelle que, par délibération N° CM/22-0909 du 15 décembre 2022, le Conseil municipal a validé la réhabilitation de la Salle Jean FILY :

« Ainsi, Monsieur Jean-Yves BRAMOULLE, conseiller municipal délégué aux « Bâtiments » avait exposé que la commune de Guissény a réceptionné les travaux de la salle omnisport JEAN FILY, située au lieu-dit GOAS AR PUNS, en mai 1983. En 1997, cette salle avait été reclassée en salle polyvalente à dominante sportive. En 1998, différents travaux ont été réalisés (bardage Sud, plafonds, isolation phonique, création de sorties de secours).

*Lors de l'étude menée par le cabinet YK conseil « **Schéma directeur projet d'aménagement d'ensemble de la commune de Guissény** » de 2013-2014, il avait été mis en exergue que cet équipement répondait à de nombreux usages proposés par les associations, les scolaires, tant sportifs que culturels, mais aussi que des travaux seraient nécessaires. Ces travaux n'ont pu être effectués car la collectivité répondait à d'autres priorités de travaux sur ses bâtiments et la voirie communale.*

Aujourd'hui, les travaux de bardage, d'isolation, de réfection de la toiture avec désamiantage, de réfection du sol, de la plomberie... sont indispensables pour permettre de maintenir cet équipement à niveau.

Pour mémoire, elle est actuellement utilisée par différents publics : des scolaires dont le collège Diwan et l'école Sainte Jeanne D'Arc à raison 21h/semaine, les associations sportives pour 18 h/semaine, l'ALSH de l'association Familles Rurales de GUISSENY tous les mercredis et durant toutes les vacances scolaires et de façon ponctuelle par les associations dans le cadre de leurs manifestations...

Ces travaux permettront aux usagers de l'utiliser dans des conditions de confort et de sécurité. L'accessibilité PMR sera également réalisée pour la tribune surélevée. »

Afin de finaliser la construction du dossier, il y a lieu de délibérer afin de solliciter expressément la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) en faveur des territoires pour 2024. Cette dotation est notamment destinée à la rénovation lourde des bâtiments et infrastructures périscolaires, à la rénovation de bâtiments intégrant la mise en accessibilité ainsi que des travaux liés aux économies d'énergie.

Une demande d'aide financière pourrait être présentée pour les travaux de réhabilitation et de mise aux normes de la salle omnisports, au titre des opérations relevant d'une priorité N°1 conformément à la circulaire du 22 août 2023. Il y a lieu de finaliser le plan de financement des travaux (actualisé au 12 décembre 2023) :

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 13/12/2023
Reçu en préfecture le 13/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309014_1-DE

DÉPENSES		RECETTES		
Objet	**Montant estimatif (HT)**	**Financement**	**Montant sollicité**	**%**
• Rénovation lourde :		**CD 29 – PACTE 2030** *(Obtenu)*	60 000 €	10,02 %
• Désamiantage de la toiture,	40 970 €	**CLCL - Fonds de concours** *(Obtenu)*	100 000 €	16,69 %
• Remplacement bardages,	33 630 €	**Région - Bien vivre en Bretagne** *(Sollicitation 2024)*	100 000 €	16,69 %
• Renforcement charpente,	93 624 €	**DETR 2024** *(Sollicitation 2024)*	160 000 €	26,71 %
• Couverture,	166 115 €	**Commune de Guissény** (autofinancement minimum de 20 %)	179 014 €	29,89 %
• Eclairage par LEDS	25 016 €			
• Menuiseries extérieures	8 500 €			
• Traitement des façades	5 710 €			
• Travaux de sol sportif	104 799 €			
• Travaux d'accessibilité PMR	92 000 €			
• Equipements sportifs	28 650 €			
TOTAL	**599 014 €**	**TOTAL**	**599 014 €**	**100 %**

Raphaël RAPIN, rapporteur, entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 16 voix « pour »

Article 1 : Valide le plan de financement comme présenté,

Article 2 : Valide la demande de financement pour un montant de 160 000 € au titre de la DETR 2024 pour les travaux de rénovation lourde et de mise aux normes de la salle omnisports,

Article 3 : Autorise Monsieur le maire à signer, au nom et pour le compte de la commune, toutes pièces de nature administrative, technique ou financière nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

À Guissény, le 12 décembre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance
Gwendoline VLAEMYNCK

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 13/12/2023
Reçu en préfecture le 13/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231213-CM2309014_2-DE

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-09014-2

Date d'envoi de la convocation : **12 décembre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 16
Votants	= 16

RÉUNION DU 12 DÉCEMBRE 2023

Pacte finistère Volet 1 2024 – Salle omnisports

L'an deux mille vingt-trois, le-douze décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Gwendoline VLAEMYNCK a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le maire rappelle que, par délibération N° CM/22-0909 du 15 décembre 2022, le Conseil municipal a validé la réhabilitation de la Salle Jean FILY :

« Ainsi, Monsieur Jean-Yves BRAMOULE, conseiller municipal délégué aux « Bâtiments » avait exposé que la commune de Guissény a réceptionné les travaux de la salle omnisport JEAN FILY, située au lieu-dit GOAS AR PUNS, en mai 1983. En 1997, cette salle avait été reclassée en salle polyvalente à dominante sportive. En 1998, différents travaux ont été réalisés (bardage Sud, plafonds, isolation phonique, création de sorties de secours).

*Lors de l'étude menée par le cabinet YK conseil « **Schéma directeur projet d'aménagement d'ensemble de la commune de Guissény** » de 2013-2014, il avait été mis en exergue que cet équipement répondait à de nombreux usages proposés par les associations, les scolaires, tant sportifs que culturels, mais aussi que des travaux seraient nécessaires. Ces travaux n'ont pu être effectués car la collectivité répondait à d'autres priorités de travaux sur ses bâtiments et la voirie communale.*

Aujourd'hui, les travaux de bardage, d'isolation, de réfection de la toiture avec désamiantage, de réfection du sol, de la plomberie... sont indispensables pour permettre de maintenir cet équipement à niveau.

Pour mémoire, elle est actuellement utilisée par différents publics : des scolaires dont le collège Diwan et l'école Sainte Jeanne D'Arc à raison 21h/semaine, les associations sportives pour 18 h/semaine, l'ALSH de l'association Familles Rurales de GUISSENY tous les mercredis et durant toutes les vacances scolaires et de façon ponctuelle par les associations dans le cadre de leurs manifestations...

Ces travaux permettront aux usagers de l'utiliser dans des conditions de confort et de sécurité. L'accessibilité PMR sera également réalisée pour la tribune surélevée. »

Nous avons déjà obtenu un accord de subvention de 60 000 € dans le cadre du Pacte Finistère 2303- Volet pour la période 2022-2024 pour un coût estimé des travaux en 2022 de 308 000 HT. Aujourd'hui le coût a augmenté au vu des travaux complémentaires nécessaires. Afin de finaliser la construction du dossier financier, il y a lieu de délibérer afin de solliciter le département du Finistère dans le cadre de sa politique en faveur des territoires pour 2024. Cette dotation est notamment destinée à la rénovation lourde des bâtiments et infrastructures périscolaires, à la rénovation de bâtiments intégrant la mise en accessibilité ainsi que des travaux liés aux économies d'énergie. Le plan de financement des travaux se présente comme ci-dessous :

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 13/12/2023
Reçu en préfecture le 13/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231213-CM2309014_2-DE

DÉPENSES		RECETTES		
Objet	**Montant estimatif (HT)**	**Financement**	**Montant sollicité**	**%**
• Rénovation lourde : • Désamiantage de la toiture, • Remplacement bardages, • Renforcement charpente, • Couverture, • Eclairage par LEDS • Menuiseries extérieures • Traitement des façades • Travaux de sol sportif • Équipements sportifs • Garantie dommage ouvrage	40 970 € 33 630 € 93 624 € 166 115 € 25 016 € 8 510 € 5 710 € 104 799 € 28 650 € 64 000 €	**CD 29 – PACTE 2030 Volet 1-2024** *Sollicitation 2024*	60 000 €	10,51 %
		DETR 2024 – *Sollicité* en 2024	100 000 €	17,51 %
		CLCL - Fonds de concours - *Obtenu*	100 000 €	17,51 %
		CD 29 – PACTE 2030 V2- 2022/24 *Obtenu*	60 000 €	10,51 %
		Commune de Guissény (autofinancement minimum de 20 %)	251 024 €	43,96 %
TOTAL	**571 024 €**	**TOTAL**	**571 024 €**	**100 %**

Raphaël RAPIN, rapporteur, entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 16 voix « pour »

Article 1 : Valide le plan de financement comme présenté,

Article 2 : Valide la demande de financement pour un montant de 60 000 € au titre du PACTE Finistère 2030 - Volet1 de 2024 pour les travaux de rénovation lourde et de mise aux normes de la salle omnisports,

Article 3 : Autorise Monsieur le maire à signer, au nom et pour le compte de la commune, toutes pièces de nature administrative, technique ou financière nécessaires à l'exécution de la présente délibération

À Guissény, le 12 décembre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

Le secrétaire de séance
Gwendoline VLAEMYNCK

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309015-DE

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-09015

Date d'envoi de la convocation : **04 décembre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 16
Votants	= 16

RÉUNION DU 12 DÉCEMBRE 2023

Désignation d'un référent déontologue

L'an deux mille vingt-trois, le-douze décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Gwendoline VLAEMYNCK a été désigné(e) pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le Maire informe que la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale prévoit notamment que tout élu local peut consulter un référent déontologue, chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la charte de l'élu local.

L'article L 1111-1-1 du CGCT pose les sept engagements inscrits dans la charte de l'élu local :

1) L'élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité,

2) Dans l'exercice de son mandat, l'élu local poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier,

3) L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote,

4) L'élu local s'engage à ne pas utiliser les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions à d'autres fins,

5) Dans l'exercice de ses fonctions, l'élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel futur après la cessation de son mandat et de ses fonctions,

6) L'élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances au sein desquelles il a été désigné,

7) Issu du suffrage universel, l'élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et décisions pris dans le cadre de ses fonctions.

Les modalités et les critères de désignation des référents déontologues sont prévus par le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local. Ainsi, le référent déontologue est désigné par l'organe délibérant de la collectivité territoriale ou de l'établissement. Le référent déontologue exerce ses missions en toute indépendance et impartialité. Il est tenu au secret professionnel et à la discrétion professionnelle dans les conditions définies par le décret du 6 décembre 2022 ainsi que par les articles 226-13 et suivants du Code Pénal.

Il est proposé de désigner Mme Corinne HERVE référente déontologue. Cette mission lui sera confiée jusqu'à la fin du présent mandat. Elle peut être saisie par tout conseiller municipal par voie écrite et de préférence par mail.

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309015-DE

La demande de l'élu fera l'objet d'un accusé de réception par la référente déontologue qui mentionnera la date de réception et le cadre réglementaire de la réponse. Elle étudiera les éléments transmis par l'élu et pourra lui demander des informations complémentaires par oral ou par écrit. Puis elle communiquera son avis à l'élu concerné par écrit ou par oral si l'élu le souhaite. Cet avis sera purement consultatif et non susceptible de recours.

La référente déontologue sera rémunérée par une indemnité de vacation d'un montant de 80 € par dossier. Les questions plus complexes pourront être traitées par un collège de référents déontologues et entraîneront un cumul des vacations. Le remboursement des frais éventuels de transport et d'hébergement s'effectue dans les conditions applicables aux personnels de la fonction publique territoriale.

Cette indemnité sera versée par la commune. Aussi, l'élu qui saisira la référente déontologue, devra en informer le maire sans pour autant lui communiquer la question posée. Cette information est nécessaire pour que la commune puisse engager comptablement la dépense correspondant à la vacation à verser à la référente déontologue.

Monsieur le Maire, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 16 voix « pour »

Article 1 : désigne Mme Corinne HERVE, référente déontologue de la commune de GUISSENY

Article 2 : autorise le maire à verser les indemnités de vacations telles que décrites ci-dessus.

À Guissény, le 12 décembre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

Le secrétaire de séance
Gwendoline VLAEMYNCK

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309016-DE

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-09016

Date d'envoi de la convocation : **04 décembre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 16
Votants	= 16

RÉUNION DU 12 DÉCEMBRE 2023

Subvention à l'association « Les Amis du Vélo du Pays de Lesneven Côte des Légendes » pour l'organisation de l'épreuve de la ronde Finistèrienne 2024 à GUISSENY

L'an deux mille vingt-trois, le-douze décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Gwendoline VLAEMYNCK a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le maire informe l'assemblée qu'il a reçu une demande de l'association « Les Amis du Vélo du Pays de Lesneven Côte des Légendes » pour l'organisation d'une épreuve sportive dans le cadre de la Ronde Finistérienne 2024 qui aura lieu le 21 juillet 2024 à GUISSENY.

Afin de financer l'épreuve, il est demandé à la commune de participer à hauteur de 1 000 €.

Monsieur le Maire, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 16 voix « pour »

Article 1 : accorde une subvention de 1 000 € à l'association « Les Amis du Vélo du Pays de Lesneven Côte des Légendes », pour couvrir les frais d'organisation de l'épreuve sportive du 21 juillet 2024.

Article 2 : décide que les crédits nécessaires seront inscrits à l'article 65748 du budget 2024.

À Guissény, le 12 décembre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

Le secrétaire de séance
Gwendoline VLAEMYNCK

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309017-DE

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-09017

Date d'envoi de la convocation : **04 décembre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 16
Votants	= 16

RÉUNION DU 12 DÉCEMBRE 2023

Validation du tableau des emplois permanents et non-permanents

L'an deux mille vingt-trois, le-douze décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Gwendoline VLAEMYNCK a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le Maire indique que le tableau des emplois est un outil incontournable de la gestion du personnel. Il concerne les emplois de fonctionnaires stagiaires et titulaires et les emplois non-permanents de contractuels de droit public. Les contrats aidés (CUI-CAE...) et les contrats d'apprentissage ne font pas l'objet de création de poste et ne figurent pas dans le tableau des emplois.
Il est constitué de la liste des emplois ouverts budgétairement pourvus ou non, classés par filières, cadres d'emplois et grades et distingués par une durée hebdomadaire de travail déterminée en fonction des besoins du service.
La nécessité d'un pilotage actif et réaliste des emplois de la collectivité obéit à une double logique, réglementaire et prévisionnelle.
Sur le plan du droit, les fondements de cette obligation s'appuient sur le code général des collectivités territoriales et sur l'article n°34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984. Tout comme les postes permanents, les postes non-permanents doivent également être autorisés par l'assemblée délibérante et ils font l'objet d'inscription de crédits préalablement au recrutement.
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée,
Vu l'avis favorable de la commission employeur pour le recalibrage des postes de fonctionnaires stagiaires et titulaires tel que présenté dans le tableau remis à chaque conseiller municipal et pour le recrutement d'agents non-permanents comme suit :

2 agents contractuels de droit public pour accroissement temporaire d'activité (article 3-I de la loi n° 84- 53)

- 1 agent technique polyvalent (cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux, catégorie C, à temps complet) affecté au service technique,
- 1 agent administratif polyvalent (cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux, catégorie C, à temps complet) affecté au service administratif.
  Les contrats de ces postes de travail sont conclus pour une durée maximum de 12 mois renouvelable compris sur une période de 18 mois consécutifs.

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309017-DE

10 agents contractuels de droit public pour accroissement saisonnier d'activité (article 3-I de la loi n° 84- 53)

- 10 agents techniques polyvalents en milieu rural (cadre d'emplois des adjoint(e)s techniques territoriaux, catégorie C, à temps complet) affectés au service technique et pour la bonne exploitation des services communaux durant la saison estivale.
  Les contrats sont conclus pour une durée maximum de 6 mois sur une période de 12 mois consécutifs.

1 chargé de mission « contrat de projet » (article 3-II de la loi n° 84- 53)

- 1 technicien (cadre d'emplois des techniciens territoriaux, catégorie B, à temps complet) affecté au service Environnement pour la mission Natura 2000. Ce contrat est conclu pour une durée maximum de 36 mois.

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement,

Raphaël RAPIN, rapporteur, entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 16 voix « pour »

Article 1 : valide le tableau des emplois permanents et non permanents de la collectivité ci-joint en annexe.

Article 2 : dit que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces emplois seront inscrits au budget de la ville de Guissény.

À Guissény, le 12 décembre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

Le secrétaire de séance
Gwendoline VLAEMYNCK

Guissény Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS ET NON-PERMANENTS DE LA COMMUNE DE GUISS
au 01/01/2024

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309017-DE

EMPLOIS PERMANENTS

DATE DE LA DÉLIBÉRATION CRÉANT LE POSTE	LIBELLE FONCTION OU POSTE OU EMPLOI	DUREE TEMPS DE TRAVAIL	CATÉGORIE	GRADE MINIMUM	GRADE MAXIMUM	POSSIBILITE POURVOIR EMPLOI PAR CONTRACTUEL	POSTE POURVU	POSTE VACANT	Observations
FILIÈRE ADMINISTRATIVE									
31/07/2018	Directeur général des services	35/35èmes	A	Attaché	Attaché principal	OUI	1	0	
30/03/2017	Agent administratif des affaires générales	35/35èmes	A/B	Rédacteur	Attaché	OUI	1	0	
14/02/2019	Agent comptable	35/35èmes	B/C	Adjoint administratif	Rédacteur principal de 1ère classe	OUI	0	1	
28/01/2004	Assistant de gestion administrative	35/35èmes	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif principal de 1ère classe	OUI	1	0	
17/12/2021	Agent APC + comptabilité	35/35èmes	C	Adjoint administratif	Rédacteur principal de 1ère classe	OUI	1	0	
20/07/2022	Agent DR + assistance administrative	35/35èmes	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif principal de 1ère classe	OUI	1	0	
FILIÈRE TECHNIQUE									
07/07/2009	Animateur des services techniques	35/35èmes	B/C	Agent de maitrise	Technicien principal de 1ère classe	OUI	1	0	
30/03/2017	Animateur adjoint des services techniques	35/35èmes	B/C	Agent de maitrise	Technicien principal de 1ère classe	OUI	1	0	
10/07/2002	Responsable des espaces naturels	35/35èmes	B	Technicien	Technicien principal de 1ère classe	OUI	1	0	
27/05/2010	Agent technique polyvalent en milieu rural	35/35èmes	C	Adjoint technique	Adjoint technique principal de 1ère classe	OUI	1	0	
27/05/2010	Agent technique polyvalent en milieu rural	35/35èmes	C	Adjoint technique	Adjoint technique principal de 1ère classe	OUI	1	0	
28/01/2004	Agent technique polyvalent en milieu rural	35/35èmes	C	Adjoint technique	Adjoint technique principal de 1ère classe	OUI	0	1	
11/02/2016	Agent technique polyvalent en milieu rural	35/35èmes	C	Adjoint technique	Adjoint technique principal de 1ère classe	OUI	0	1	
20/12/2012	Agent technique polyvalent en milieu rural	35/35èmes	C	Adjoint technique	Adjoint technique principal de 1ère classe	OUI	0	1	
MULTIFILIÈRES									
31/07/2018	Coordinateur vie associative et culture	35/35èmes	B/C	Adjoint d'animation Adjoint administratif	Animateur principal de 1ère classe Rédacteur principal de 1ère classe	OUI	0	1	

EMPLOIS NON PERMANENTS

Références juridiques Loi n°84-53du 26 janvier 1984	HYPOTHÈSES	DURÉE D'ENGAGEMENT	FILIERE	CADRE DE RÉFERENCE	TAUX D'EMPLOI MAXIMUM	NOMBRE DE POSTES	POSTE POURVU	POSTE VACANT	Observations
article 3-I	1° accroissement temporaire d'activité	1 an maximum sur une période de 18 mois	technique	Adjoint technique	35/35èmes	1	1	0	
			administrative	Adjoint administratif	35/35èmes	1	0	1	
			technique	Technicien	35/35èmes	1	0	1	
	2° accroissement saisonnier d'activité	6 mois maximum sur une période de 12 mois	technique	Adjoint technique	35/35èmes	10	0	10	
article 3-II	contrat de projet	24 mois	technique	Technicien	35/35èmes	1	1	0	

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309018_1-DE

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-09018

Date d'envoi de la convocation : **04 décembre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 16
Votants	= 16

RÉUNION DU 12 DÉCEMBRE 2023

Décharge de fonctions de l'emploi fonctionnel

L'an deux mille vingt-trois, le douze décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Gwendoline VLAEMYNCK a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le Maire demande à ce que le sujet présent soit débattu à huis-clos et à l'unanimité par 16 voix « pour » le conseil municipal accorde cette requête de Monsieur le Maire.

Monsieur Raphaël RAPIN informe :

Que la décharge de fonction d'un agent détaché sur un emploi fonctionnel ne peut être prononcée qu'après un délai de six mois suivant soit sa nomination dans l'emploi, soit la désignation de l'autorité territoriale,

Que l'intéressé a été détachée dans l'emploi fonctionnel de directrice générale des services de la commune de Guissény à compter du 02 janvier2021, soit il a plus de six mois,

Que l'intéressé a été reçu en entretien par Monsieur le Maire le 5 décembre 2023. À cette occasion, lui ont été exposés les motifs tenant au prononcé de la fin de ses fonctions et les conditions de sa réintégration, de son reclassement ou de son licenciement.

Qu'il peut être mis fin au détachement pour des motifs tirés de l'intérêt du service, tels que la « perte de confiance ». Qu'eu égard à l'importance du rôle de l'agent qui occupe un emploi fonctionnel, le fait de se trouver dans une situation ne lui permettant plus de disposer, de la part de l'autorité territoriale, de la confiance nécessaire au bon accomplissement de ses missions, justifie la fin d'un tel détachement (CE, 7 janv. 2004, n°250616),

Qu'une enquête administrative a été diligentée par le Centre de gestion du Finistère en 2022 à la suite d'un signalement d'un agent pour harcèlement à la médecine préventive à l'encontre de l'intéressé. Qu'il ressort du rapport de cette enquête un comportement à tout le moins déplacé et inadapté de l'intéressé.

Que l'intéressé, qui avait été déclaré inapte à ses fonctions par la médecine préventive le 20 février 2023 a affirmé, de manière mensongère, qu'elle avait fait l'objet d'un avis d'aptitude afin de reprendre ses fonctions. L'intéressé a alors empêché sa hiérarchie de prendre les dispositions nécessaires à sa protection, en ne lui communiquant pas l'avis de la médecine du travail.

Que les relations de travail entre l'intéressé, le personnel administratif et l'autorité territoriale se sont fortement dégradées depuis le début de l'année 2023,

Date de mise en ligne : 19/12/2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309018_1-DE

Que L'intéressé n'a pas été en mesure de se remettre en question à la suite de la présentation du rapport de l'enquête administrative et qu'en conséquence, ses fonctions hiérarchiques ont dû lui être retirées le 13 avril 2023,

Qu'il résulte de l'ensemble de ces éléments que le lien de confiance nécessaire à la bonne administration de la collectivité et à la continuité des services entre l'autorité territoriale et sa directrice générale des services s'est rompu.

Qu'il est ainsi dans l'intérêt du service de décharger l'intéressé de ses fonctions de directrice générale de services.

Monsieur le Maire, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Vu le code général des collectivités territoriale,

Vu le code général de la fonction publique et notamment son article L. 544-1,

Vu le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 modifié, relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration,

Vu les décrets n° 87-1101 modifié et n° 87-1102 du 30 décembre 1987 modifié portant respectivement dispositions statutaires particulières et échelonnement indiciaire de certains emplois administratifs de direction des communes et des établissements publics locaux assimilés,

Vu la délibération du Conseil Municipal CM18-06006 du 31 juillet 2018, portant création d'un emploi fonctionnel de directeur général des services de communes ou d'établissements de 2000 à 10 000 habitants,

Vu la déclaration de vacance d'emploi n" 029201100168125 du 25/11/2020,

Vu la demande écrite de mise en détachement sur l'emploi fonctionnel de directrice générale des services présentée par l'intéressé,

Vu l'arrêté portant titularisation par concours après détachement pour stage de l'intéressé en date du 25 novembre 2020,

Vu l'arrêté n° RH/ 2020- 57 du 26 novembre 2020 portant détachement dans l'emploi fonctionnel de directrice générale des services de l'intéressé,

Vu l'entretien préalable avec l'autorité territoriale, initialement prévu le 5 décembre 2023, et qui s'est tenu le 8 décembre à la demande de l'intéressé,

Vu l'information du Conseil Municipal à sa séance du 12 décembre 2023 de la mise en œuvre de la procédure de décharge de fonctions,

Vu l'information au Centre de gestion du Finistère par un courrier en date du 4 décembre 2023 de la mise en œuvre de la procédure de décharge de fonctions,

Après en avoir entendu le maire, le Conseil Municipal, à l'unanimité par 16 voix « pour », prend acte des décisions prisent :

Article 1 : L'intéressé est déchargé de ses fonctions de directrice générale des services et il est mis fin à son détachement sur cet emploi fonctionnel à compter du 1er février 2024.

Article 2 : L'intéressé pourra faire l'objet d'une réintégration sur un emploi correspondant à son grade et, à défaut d'un emploi vacant, d'un reclassement ou d'un licenciement à sa demande.

Article 3 : Le présent arrêté qui sera transmis au représentant de l'État et notifié à l'agent.

À Guissény, le 12 décembre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

Le secrétaire de séance
Gwendoline VLAEMYNCK

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309018_1-DE

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

ARRÊTÉ DU MAIRE

n°2023 - 145

Portant décharge de fonctions de l'emploi fonctionnel de directrice générale des services Aurore KLEIN-CONIS

Le maire de la Ville de GUISSÉNY

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique et notamment son article L. 544-1,

Vu le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 modifié, relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration,

Vu les décrets n° 87-1101 modifié et n° 87-1102 du 30 décembre 1987 modifié portant respectivement dispositions statutaires particulières et échelonnement indiciaire de certains emplois administratifs de direction des communes et des établissements publics locaux assimilés,

Vu la délibération du Conseil Municipal CM18-06006 du 31 juillet 2018, portant création d'un emploi fonctionnel de directeur général des services de communes ou d'établissements de 2 000 à 10 000 habitants,

Vu la déclaration de vacance d'emploi n° 029201100168125 du 25/11/2020,

Vu la demande écrite de mise en détachement sur l'emploi fonctionnel de directrice générale des services présentée par Madame Aurore KLEIN-CONIS,

Vu l'arrêté portant titularisation par concours après détachement pour stage de Madame KLEIN-CONIS en date du 25 novembre 2020,

Vu l'arrêté n° RH/ 2020-57 du 26 novembre 2020 portant détachement dans l'emploi fonctionnel de directrice générale des services de Madame Aurore KLEIN-CONIS,

Vu l'entretien préalable avec l'autorité territoriale qui, initialement prévu le 5 décembre 2023, et qui s'est tenu le 8 décembre 2023 à la demande de Madame Aurore KLEIN-CONIS,

Vu l'information du Conseil Municipal à sa séance du 12 décembre 2023 de la mise en œuvre de la procédure de décharge de fonctions,

Vu l'information au Centre de gestion du Finistère par un courrier en date du 4 décembre 2023 de la mise en œuvre de la procédure de décharge de fonctions,

Considérant que la décharge de fonction d'un agent détaché sur un emploi fonctionnel ne peut être prononcée qu'après un délai de six mois suivant soit sa nomination dans l'emploi, soit la désignation de l'autorité territoriale,

Considérant que Madame KLEIN-CONIS a été détaché dans l'emploi fonctionnel de directrice générale des services de la commune de Guissény à compter du 02 janvier 2021, soit il y a plus de six mois,

Considérant que Madame KLEIN-CONIS a été reçue en entretien par Monsieur le Maire le 8 décembre 2023 sa demande par l'autorité territoriale. À cette occasion, lui ont été exposés les motifs tenant au prononcé de la fin de ses fonctions et les conditions de sa réintégration, de son reclassement ou de son licenciement,

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 029-212900773-20231212-CM2309018_1-DE

Considérant qu'il peut être mis fin au détachement pour des motifs tirés de l'intérêt du service, tels que la « perte de confiance ». Qu'eu égard à l'importance du rôle de l'agent qui occupe un emploi fonctionnel, le fait de se trouver dans une situation ne lui permettant plus de disposer, de la part de l'autorité territoriale, de la confiance nécessaire au bon accomplissement de ses missions, justifie la fin d'un tel détachement (CE, 7 janv. 2004, n°250616),

Considérant qu'une enquête administrative a été diligentée par le Centre de gestion du Finistère en 2021 à la suite d'un signalement d'un agent pour harcèlement à la médecine préventive à l'encontre de Mme KLEIN-CONIS. Qu'il ressort du rapport de cette enquête un comportement à tout le moins déplacé et inadapté de Madame KLEIN-CONIS. Que l'intéressée, qui avait été déclarée inapte à ses fonctions par la médecine préventive le 20 février 2023 a affirmé, de manière mensongère, qu'elle avait fait l'objet d'un avis d'aptitude afin de reprendre ses fonctions. Madame KLEIN-CONIS a alors empêché sa hiérarchie de prendre les dispositions nécessaires à sa protection, en ne lui communiquant pas l'avis de la médecine du travail.

Considérant que les relations de travail entre Madame KLEIN-CONIS, le personnel administratif et l'autorité territoriale se sont fortement dégradées depuis le début de l'année 2023, que Madame KLEIN-CONIS n'a pas été en mesure de se remettre en question à la suite de la présentation du rapport de l'enquête administrative et qu'en conséquence, ses fonctions hiérarchiques ont dû lui être retirées le 13 avril 2023,

Considérant qu'il résulte de l'ensemble de ces éléments que le lien de confiance nécessaire à la bonne administration de la collectivité et à la continuité des services entre l'autorité territoriale et sa directrice générale des services s'est rompu. Qu'il est ainsi dans l'intérêt du service de décharger Madame KLEIN-CONIS de ses fonctions de directrice générale de services.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Madame KLEIN-CONIS est déchargée de ses fonctions de directrice générale des services et il est mis fin à son détachement sur cet emploi fonctionnel à compter du 1er février 2024.

ARTICLE 2 : Madame KLEIN-CONIS pourra faire l'objet d'une réintégration sur un emploi correspondant à son grade et, à défaut d'un emploi vacant, d'un reclassement ou d'un licenciement à sa demande.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera transmis au représentant de l'État et notifié à l'agent.

Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Rennes (par voie postale au 3 Contour de la Motte, CS44416 35044 RENNES Cedex ou par voie dématérialisée "Télérecours citoyens" sur le site www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de la présente notification

Fait à GUISSÉNY, le 12 décembre 2023
Le maire,